ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Ἰουνίου **1957**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **102**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Ν. 3706. Περὶ κυρώσεως τῶν ἀπὸ 5 Ἰουνίου 1954 Συμφωνιῶν Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας 1

Ν. 3709. Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας συνομολογηθείσης συμβάσεως ἀφορώσης εἰς τὴν πρόληψιν καὶ καταπολέμησιν τῶν λοιμωδῶν νόσων 2

(2)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3706.

Περὶ κυρώσεως τῶν ἀπὸ 5 Ἰουνίου 1954 Συμφωνιῶν Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουσι πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς των, αἱ μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ Οὐγγαρίας ὑπογραφεῖσαι τὴν 5ην Ἰουνίου **1954** ἐν Βουδαπέστῃ Συμφωνίαι Ἐμπορίου καὶ Πληρωμῶν, ὧν τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰουνίου 1957

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ**

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ **Π. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Ἰουνίου 1957

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ACCORD DE COMMERCE

Entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Hongroise

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Hongroise, animés du désir de développer dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Hongroise autoriseront l'importation et l'exportation des marchandises intiquées dans les listes A et B annexées au présent Accord.

L'énumération des marchandises ainsi que les valeurs fixées sur les listes A et B ne sont pas considérées comme ayant un caractère restrictif.

Les Parties Contractantes, dans le cadre de leur regime général et en conformité avec leur réglementation en vigueur à la date de l'exécution des affaires, accorderont les licences d'exportation et d'importation nécéssaires à l'exécution de ces affaires conclues au-delà des quantités prévues aux listes A et B, ou pour des produits qui n'y figurent pas.

Il est entendu que les marchandises importées dans chacun des deux Pays seront destinées à la consommation intérieure de ce Pays.

Article 2

Les Parties Contractantes ne soumettront pas les marchandises faisant l'objet de leur commerce à un traitement autre ou plus onéreux que celui réservé aux produits d'un pays tiers en ce qui concerne les droits de douane, taxes et impôts ainsi qu'à toute formalité relative à l'importation, à l'exportation et au dédouanement des marchandises.

Article 3

Le règlement des paiements afférents aux échanges commerciaux réciproques s'effectuera conformément aux dispositions de l'Accord de Paiement signé en date de ce jour.

Article 4

Dans le but de faciliter les échanges de marchandises, le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Hongroise constitueront une commission mixte composée de représentants des deux Parties. Cette commission aura pour tâche de surveiller l'exécution du présent Accord et de soumettre aux deux Gouvernements des propositions tendant à améliorer les relations commerciales entre les deux Pays. Elle pourra notamment modifier et compléter les listes des marchandises A et B mentionnées à l'Article 1 du présent Accord. La Commission Mixte se réunira à la demande de l'une des deux Parties alternativement à Budapest et a Athènes.

Article 5

Les personnes physiques, ainsi que les personnes morales (sociétés commerciales, entreprises de commerce extérieur, etc) de nationalité de l'une des Parties Contractantes, auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie tant en qualité de demandeurs que de défendeurs. Les personnes morales constituées conformément aux lois de l'une des Parties Contractantes et ayant leur siège sur son territoire, seront reconnues sur le territoire de l'autre Partie, comme possédant une existence légale; leurs status juridiques seront jugés d'après les lois nationales.

Les avoirs de la Banque Nationale de Hongrie chez la Banque de Grèce ainsi que ceux de la Banque de Grèce auprès de la Banque Nationale de Hongrie ne pourront faire l'objet d'aucune saisie dans les Pays respectifs.

Pour faire valoir les créances contre des personnes physiques ou des personnes morales, constituées conformément aux lois de l'une des Parties Contractantes, seuls seront susceptibles de faire l'objet d'une saisie les biens appartenant en propre à ces personnes situées dans l'autre Pays, et non pas les biens appartenent en propre soit à l'État en question, soit à sa banque d'émission soit à une tierce personne physique ou morale.

Article 6

Le présent Accord sera valable pendant la période d'une année à compter de sa signature. Il sera renouvelé par tacite reconduction d'année en année. Les deux Parties Contractantes pourront toutefois dénoncer l'Accord à n'importe quel moment après l'expiration de la première année, avec un préavis de trois mois. En cas de dénonciation les dispositions du présent Accord seront appliquées aux opérations commerciales jusqu'à la date du règlement définitif du »Compte Clearing» prévue à l'Article 1 de l'Accord de Paiement signé en date de ce jour.

Fait à Budapest, en deux exemplaires, en langue française, le 5 juin 1954.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce
G. PAPADAKIS

Pour le Gouvernement de la République Populaire Hongroise
L. UJHAZY

Liste A

Produits hongrois à Exporter vers la Grèce

	Valeurs en dollars
1. Animaux vivants (animaux reproducteurs et de boucherie)	50.000
2. Conserves de viande	50.000
3. Sucre	200.000
4. Bitume	p.m.
5. Textiles divers : (tissus de coton, de rayonne, de fribranne, de lin et de chanvre: bonneterie, chemises pour hommes; ficelles de lin et de chanvre etc.	300.000
6. Tracteurs et autres machines agricoles: moissoneuses-batteuses, sélecteurs, trieurs, couveuses, installations de moulins, etc. Machines et pièces détachées pour toutes les branches de l'industrie : machines-outils et machines pour travailler les métaux, fourneaux électriques, compresseurs, machines pour la fabrication des cables, moteurs Diesel au-dessus de 20, HP, etc. (a)	650.000
7. Machines et installations électriques : moteurs électriques au-dessus de 20 KW, transformateurs, disjoncteurs, machines à souder, groupes électrogènes Diesel, appareils frigorifiques, etc. (a)	250.000
8. Matériel d'installation électrique	150.000
9. Installations hydroélectriques, stations de pompage, turbines (Kaplan, Francis, Pelton)	p.m.
10. Installations complètes : fabriques de tuyaux, de cables, de ciment de briques, de conserves, etc.; silos, frigorifères, etc.	p.m.
11. Motocyclettes, bisyclettes et pièces détachées	50.000

a) =après approbation du Ministère Hellénique de l'Industrie.

12.	Autres moyens de transport : autobus, dumpers, camions; locomotives à vapeur et Diesel, trains Diesel, voitures à moteur Diesel, vagons de chemin de fer; ascenceurs; grues à vapeur, grues portatives et flottantes	p.m
13.	Compteurs électriques	45.000
14.	Machines à coudre	30.000
15.	Articles sanitaires et de ménage en faïence	30.000
16.	Postes récepteurs de T.S.F, pièces détachées, lampes de T.S.F	120.000
17.	Appareils, instruments scientifiques et médicaux et meubles pour médecins	100.000
18.	Appareils téléphoniques	p.m.
19.	Produits chimiques et pharmaceutiques	50.000
20.	Maroquinerie	30.000
21.	Quincaillerie	50.000
22.	Baignoires	25.000
23.	Lampes à incandescence, tubes fluorescents	30.000
24.	Verre creux	20.000
25.	Articles de photo	10.000
26.	Pigments et vernis	10.000
27.	Engrais chimiques (potasse)	p.m.
28.	Semences de pommes de terre (»Ella»)	p.m
29.	Divers	150.000

Liste B

Produits grecs à exporter vers la Hongrie

		Valeurs en dollars
1.	Coton brut	s.p.(x)
2.	Peaux d'agneaux pour pelleterie, peaux de chèvreet de chèvre et de chèvrette	350.000
3.	Boyaux	100.000
4.	Minérais et produits de carrière	p.m.
5.	Plomb pur	90.000
6.	Matières trannantes	30.000
7.	Tabac	1.100.000
8.	Agrumes	150.000
9.	Raisins secs	75.000
10.	Amandes	p.m.
11.	Vins de commerce	100.000
12.	Feuilles de laurier	10.000
13.	Poissons salés et conservés	10.000
14.	Eponges	5.000
15.	Jus de fruits	30.000
16.	Caroubes et farine de caroube	15.000
17.	Colle animale et végétale	20.000
18.	Colophane	40.000
19.	Emeri en poudre	10.000
20.	Olives et huile d'olive	p.m.
21.	Huile de grignons d'olive	p.m.
22.	Fils de coton	p.m.
23.	Divers	50.000

(x)=selon possibilité

ACCORD DE PAIEMENT

entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Hongroise.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement de la République Populaire Hongroise, désireux de régler les paiements afférents aux échanges commerciaux entre les deux Pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les paiements prévus à l'Article 3 du présent Accord s'effectueront dans le cadre de la réglementation en vigueur en matière du contrôle de changes en Grèce et en Hongrie respectivement.

La Banque Nationale de Hongrie, agissant pour le compte du Gouvernement de la Rèpublique- Populaire Hongroise, ouvrira au nom de la Banque de Grèce, agissant au nom du Gouvernement du Royaume de Grèce, un compte en dollars U.S.A., non productif d'intérêts et sans frais, dénommé «Compte Clearing». Au crédit de ce compte sera portée la contravaleur de toute somme destinée à régler les paiements que des personnes morales ou physiques résidant en Hongrie auront à effectuer, au titre du présent Accord, en faveur de personnes morales ou physiques résidant en Grèce. Par le débit du «Compte Clearing» seront exécutés les paienents que des personnes morales les ou pysiques résidant en Grèce auront à effectuer, au titre du présent Accord, en faveur de personnes morales ou physiques résidant en Hongrie.

Article 2.

Le compte établi au nom de la Banque de Grèce auprès de la Banque Hongroise pour le Commerce Extérieur S.A. selon Article III, alinéa 1 du «Barter Agreement» conclu à Berne le 1er juin 1953 entre la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Athènes et la Chambre de Commerce Hongroise, sera arrêté au jour de l'entrée en vigueur du présent Accord. Le solde de ce compte sera transféré le jour même au compte prévu à l'Article 1 du présent Accord.

Les opérations commerciales conclues et approuvées durant la validité du «Barter Agreement» et non achevées jusqu'à ce jour, seront réglées par la voie du compte prévu à l'Article 1 du présent Accord et conformément aux conditions déjà approuvées pour chacune d'elles.

Article 3.

Par l'intermédiaire du compte prévu à l'Article 1 ci-dessus seront réglés les paiements afférents aux :

a) échanges de marchandises entre les deux Pays !

b) frais accessoires relatifs aux échanges mutuels de marchandises, tels que : frais de transport de tout genre (maritime, fluvial, terrestre et aérien), frais portuaires, d'expédition, d'entreposage, de transbordement, de dédouanement, de montage, d'assurance et de réassurance (primes et indemnités), commissions, courtages, intérêts, frais de publicité etc. ;

c) transformation et travaux à facon ;

d) frais de participation aux expositions et foires ;

e) frets maritimes ou fluviaux dûs à des navires battant pavillon hellénigue ou hongrois pour le transport de marchandises de provenance ou à destination de la Grèce et de la Hongrie de ou vers les ports du bassin oriental de la Méditerranée, de l'Adriatique, de la Mer Noire et du Danube ainsique frais portuaires aux ports helléniques et hongrois dûs par ces mêmes navires ;

f) règlement des soldes périodiques des comptes courants entre les Administrations des Chemins de Fer, les Administrations des Postes, Télégraphes et Téléphones, ainsi qu'entre les Compagnies de Navigation Aérienne des deux Pays ;

g) frais de justice, droits de timbre, impôts, amendes ;

h) droits et taxes de brevets, licences, marques de fabrique ; droits d'auteur, droits d'exploitation de films ;

i) cachets d'artistes et de sportifs ;

j) frais d'entretien des missions commerciales

frais de voyage, de séjour, d'étude, d'hospitalisation et de cure ;

k) tout autre paiement approuvé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Pays.

Article 4.

Les autorités compétentes des deux Pays donneront, sur base de réciprocité et dans le cadre de leur réglementation en matière de change, les autorisations nécessaires pour que les paiements visés par le présent Accord puissent être effectués.

Article 5.

Les contrats et le factures relatifs aux échanges entre les deux Pays seront établis et libellés en dollars U.S-A. Les versements par les débiteurs et les paiements aux ayants droits seront effectués en Grèce et en Hongrie en monnaie nationale selon les dispositions en vigueur dans les Pays respectifs.

Article 6.

En vue dè permettre les paiements aux ayants droit conformément aux dispositions du présent Accord les deux Banques se communiqueront réciproquement, au jour le jour, les ordres de paiements.

Article 7.

La Banque de Grèce et la Banque Nationale de Hongrie exécuteront les ordres de paiements reçus sans égard aux disponibilités sur le compte prévu à l'Article 1 ci-dessus à condition que le solde de ce compte ne dépasse pas le montant de 250.000 dollars U.S.A.

Article 8.

La banque de Grèce et la Banque Nationale de Hongrie arreteront d'un commun accord les modalités techniques d'application des dispositions du présent Accord.

Article 9.

A l'expiration du présent Accord le compte prévu à l'Article 1 restera ouvert pour la liquidation des opérations en cours qui devra s'effectuer selon les dispositions de l'Accord même.

Le solde éventuel qui subsisterait après la liquidation susdite sera réglé par la Partie débitrice, dans un délai de six mois à partir de l'expiration du présent Accord, par des livraisons de marchandises prévues dans les listes annexées à l'Accord de Commerce ou par l'autres marchandises à convenir entre les deux Gouvernements. Après l'expiration de ce délai de six mois le solde éventuel sera liquidé par la Partie débitrice dans un délai supplémentaire d'un mois, en change libre.

Article 10.

Le présent Accord sera valable pendant la periode d'une année à compter de sa signature. Il sera renouvelé par tacite reconduction d'année en année. Les deux Parties Contractantes pourront toutefois dénoncer l'Accord à n'importe que lmoment après l'expiration de la première année, avrc un préavis de trois mois.

Fait à Budapest, en langue française, en double exemplaire, le 5 juin 1954.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce
G. PAPADAKIS

Pour le Gouvernement de la République Populaire Hongroise
I. UJHAZY

ΕΜΠΟΡΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, ἐμπνεόμεναι ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας νὰ ἀναπτύξωσιν ὅσον τὸ δυνατὸν περισσότερον τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς μεταξὺ τῶν Χωρῶν αὐτῶν, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας θὰ ἐπιτρέψωσι τὴν εἰσαγωγὴν καὶ τὴν ἐξαγωγὴν τῶν εἰς τοὺς συνημμένους εἰς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν πίνακας Α καὶ Β ἀναφερομένων ἐμπορευμάτων.

Ἡ ἀπαρίθμησις τῶν ἐμπορευμάτων ὅσον καὶ αἱ εἰς τοὺς πίνακας Α καὶ Β καθοριζόμεναι ἀξίαι δὲν θεωροῦνται ὡς ἔχουσαι περιοριστικὸν χαρακτῆρα.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ γενικοῦ αὐτῶν καθεστῶτος καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς ἰσχύοντας κανονισμοὺς κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐκτελέσεως τῶν συναλλαγῶν, θὰ χορηγῶσι τὰς ἀναγκαιούσας ἀδείας ἐξαγωγῆς καὶ εἰσαγωγῆς διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν συναλλαγῶν ἐκείνων αἵτινες θὰ ἔχωσι συμφωνηθῆ πέραν τῶν ποσοτήτων, αἵτινες προβλέπονται εἰς τοὺς πίνακας Α καὶ Β ἢ καὶ διὰ προϊόντα μὴ ἀναφερόμενα εἰς αὐτούς.

Ἐννοεῖται ὅτι τὰ εἰσαγόμενα εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν ἐμπορεύματα θὰ προορίζωνται εἰς ἐσωτερικὴν ἀνάλωσιν τῆς χώρας ταύτης.

Ἄρθρον 2.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δὲν θέλουσιν ὑπαγάγει τὰ ἀποτελοῦντα τὸ ἀντικείμενον τοῦ ἐμπορίου αὐτῶν προϊόντα εἰς διάφορον, ἢ πλέον δαπανηρὰν μεταχείρισιν πρὸς ἐκείνην ἣν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰ προϊόντα τρίτης τινὸς χώρας καθόσον ἀφορᾷ τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, τέλη καὶ φόρους ὡς καὶ πάσας τὰς σχετιζομένας πρὸς τὴν εἰσαγωγήν, τὴν ἐξαγωγὴν καὶ τὴν ἐκτελώνισιν τῶν ἐμπορευμάτων διατυπώσεις.

Ἄρθρον 3.

Ὁ διακανονισμὸς τῶν ἀφορωσῶν τὰς ἐμπορικὰς ἀμοιβαίας συναλλαγὰς πληρωμῶν θὰ διενεργῆται κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ὑπογραφείσης σήμερον Συμφωνίας Πληρωμῶν.

Ἄρθρον 4.

Πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνωσι τὰς ἀνταλλαγὰς ἐμπορευμάτων ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας θέλουσι συστήσει μικτὴν Ἐπιτροπὴν, ἀποτελουμένην ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν δύο Μερῶν. Ἡ ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ ἔχῃ τὴν ἐποπτείαν τῆς ἐκτελέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ θὰ ὑποβάλλῃ εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις προτάσεις ἀποβλεπούσας εἰς τὴν βελτίωσιν τῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἐμπορικῶν σχέσεων. Αὕτη θὰ δύναται κυρίως νὰ τροποποιῇ καὶ συμπληροῖ τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὸ ἄρθρον 1 τῆς παρούσης Συμφωνίας πίνακας ἐμπορευμάτων Α καὶ Β. Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται, τῇ αἰτήσει ἑνὸς τῶν δύο Μερῶν, ἐναλλάξ, ἐν Βουδαπέστῃ καὶ ἐν Ἀθήναις.

Ἄρθρον 5.

Τὰ φυσικὰ πρόσωπα, ὡς καὶ τὰ νομικὰ πρόσωπα (ἐμπορικαὶ ἑταιρεῖαι, ἐπιχειρήσεις ἐξωτερικοῦ ἐμπορίου κλπ.) ἔχοντα τὴν ἰθαγένειαν ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χαίρωσι ἐλευθέρως τῆς δωσιδικίας τῶν Δικαστηρίων τοῦ ἑτέρου Μέρους τόσον ὡς ἐνάγοντα ὅσον καὶ ὡς ἐναγόμενα. Τὰ νομικὰ πρόσωπα τὰ συσταθέντα κατὰ τοὺς Νόμους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἔχοντα τὴν ἕδραν αὐτῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ, θὰ ἀναγνωρίζωνται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους ὡς ἔχοντα νόμιμον ὑπόστασιν. Τὰ νομικὰ αὐτῶν καθεστῶτα θὰ κρίνωνται κατὰ τοὺς ἐθνικοὺς των νόμους.

Τὰ ἐνεργητικὰ τῆς Ἐθνικῆς Τραπέζης τῆς Οὐγγαρίας παρὰ τῇ Τραπέζῃ τῆς Ἑλλάδος ὡς καὶ τὰ τοιαῦτα τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος παρὰ τῇ Ἐθνικῇ Τραπέζῃ τῆς Οὐγγα-

ρίας δὲν θὰ δύνανται νὰ ἀποτελέσωσι τὸ ἀντικείμενον κατασχέσεως εἰς τὰς ἀντιστοίχους Χώρας.

Πρὸς ἀξιοποίησιν ἀπαιτήσεων κατὰ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων, συσταθέντων κατὰ τοὺς Νόμους ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, μόνον τὰ εἰς αὐτὰ ἀποκλειστικῶς ἀνήκοντα ἀγαθά, τὰ εὑρισκόμενα εἰς τὴν ἑτέραν χώραν, θὰ δύνανται νὰ ἀποτελέσωσι τὸ ἀντικείμενον κατασχέσεως καὶ οὐχὶ τὰ ἀγαθὰ τὰ ἀνήκοντα ἀποκλειστικῶς εἴτε εἰς τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος, εἴτε εἰς τὴν ἐκδοτικὴν Τράπεζαν, εἴτε εἰς τρίτον φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἰσχύσῃ ἐπὶ ἕν ἔτος ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς αὐτῆς. Αὕτη θὰ ἀνανεοῦται σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος. Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται οὐχ ἧττον νὰ καταγγείλωσι τὴν Συμφωνίαν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν λῆξιν τοῦ πρώτου ἔτους, κατόπιν προειδοποιήσεως τριῶν μηνῶν. Ἐν περιπτώσει καταγγελίας, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ ἐφαρμοσθῶσιν ἐπὶ τῶν ἐμπορικῶν συναλλαγῶν μέχρι τῆς ἡμερομηνίας τοῦ ὁριστικοῦ διακανονισμοῦ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 1 τῆς ὑπογραφείσης σήμερον Συμφωνίας Πληρωμῶν «Συμψηφιστικοῦ Λογαριασμοῦ».

Ἐγένετο ἐν Βουδαπέστῃ, εἰς διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικὴν τὴν 5ην Ἰουνίου 1954.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Γ. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας
L. UJHAZY

ΠΙΝΑΞ «Α»

Οὐγγρικὰ προϊόντα πρὸς ἐξαγωγὴν εἰς Ἑλλάδα

	Ἀξία εἰς δολλάρια
1. Ζῶα ζῶντα (ζῶα ἀναπαραγωγῆς καὶ σφάγεια)	50.000
2. Κονσέρβαι κρέατος	50.000
3. Σάκχαρις	200.000
4. Μάλθη	P.M.
5. Διάφορα εἴδη ὑφαντουργίας (ὑφάσματα ἐκ βάμβακος, ρεγιόν, φιμπράν, ἐκ λίνου καὶ καννάβεως, κεφαλόδεσμοι, ἀνδρικὰ ὑποκάμισα, σπάγγοι ἐκ λίνου καὶ καννάβεως κλπ).	300.000
6. Μηχανικὰ ἄροτρα καὶ ἄλλαι γεωργικαὶ μηχαναί : θεριστικαὶ ἀλωνιστικαί, ἐπιλεκτικαί, διαχωριστικαί, ἐκκολαπτῆρες, ἐγκαταστάσεις Μύλων κλπ. Μηχανήματα καὶ ἀνταλλακτικὰ δι' ὅλους τοὺς βιομηχανικοὺς κλάδους : μηχανουργικὰ ἐργαλεῖα καὶ μηχανήματα κατεργασίας μετάλλων, ἠλεκτρικοὶ κάμινοι, συμπιεσταί, μηχανήματα κατασκευῆς καλωδίων, κινητῆρες DIESEL δυνάμεως ἄνω τῶν 20 H.P. κλπ. (α)	650.000
7 Μηχανήματα καὶ ἐγκαταστάσεις ἠλεκτρισμοῦ : ἠλεκτρικοὶ κινητῆρες ἄνω τῶν 20 KW, μετασχηματισταί, διαχωρισταί, μηχανήματα συγκολλήσεως, ἠλεκτρογόναι συσκευαὶ DIESEL, ψυγεῖα κλπ.	250.000
8. Ὑλικὰ ἠλεκτρικῶν ἐγκαταστάσεων	150.000
9. Ὑδροηλεκτρικαὶ ἐγκαταστάσεις, σταθμοὶ ἀντλήσεως, στρόβιλοι (KAPLAN, FRANCIS, PELTON).	P.M.
10. Πλήρεις ἐγκαταστάσεις ἐργοστασίων, σωλήνων, καλωδίων, τσιμέντων, κεράμων, κονσερβῶν κλπ., λιμεναποθηκῶν, ψυγείων κλπ.	P.M.
11. Ποδήλατα μετὰ κινητήρων, ποδήλατα καὶ ἀνταλλακτικά.	50.000
12. Ἕτερα μέσα μεταφορᾶς, λεωφορεῖα, ἐκφορτωτῆρες, φορτηγὰ αὐτοκίνητα, ἀτμομηχαναὶ καὶ σιδηροδρομικαὶ μηχαναὶ DIESEL, ἅμαξαι μετὰ κινητῆρος DIESEL, σιδηράμαξαι, ἀνελκυστῆρες, ἀτμοκίνητοι γερανοί, φορητοὶ καὶ πλωτοὶ γερανοί.	P.M.
13. Ἠλεκτρικοὶ γνώμονες.	45.000
14. Ραπτομηχαναὶ	30.000
15. Φαβεντιανὰ ὑγιεινῆς καὶ οἰκιακῆς χρησεως	30.000
16. Σταθμοὶ λήψεως ἀσυρμάτου, ἀνταλλακτικά, λυχνίαι ἀσυρμάτου.	120.000
17. Συσκευαὶ καὶ ἐργαλεῖα ἐπιστημονικὰ καὶ ἰατρικὰ καὶ ἰατρικὰ ἔπιπλα.	100.000
18. Τηλεφωνικαὶ συσκευαὶ	P.M.
19. Χημικὰ καὶ φαρμακευτικὰ προϊόντα	50.000
20. Εἴδη ἐκ δέρματος	30.000
21. Σιδηρικὰ	50.000
22. Λουτῆρες	25.000
23. Ἠλεκτρικοὶ λαμπτῆρες διαπυρώσεως καὶ λυχνίαι φθορισμοῦ	30.000
24. Ὕαλοι κοῖλαι	20.000
25. Φωτογραφικὰ εἴδη	10.000
26. Χρώματα καὶ βερνίκια	10.000
27. Χημικὰ λιπάσματα (ποτάσσα)	P.M.
28. Πατατόσπορος («Ελλα»)	P.M.
29. Διάφορα	150.000

(α) Κατόπιν ἐγκρίσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας.

ΠΙΝΑΞ «Β»

Ἑλληνικὰ προϊόντα πρὸς ἐξαγωγὴν εἰς Οὐγγαρίαν

	Ἀξία εἰς δολλάρια
1. Βάμβαξ ἀκατέργαστος	S.P.
2. Δέρματα ἀμνῶν διὰ σισύρας δέρματα αἰγῶν καὶ ἐριφίων	350.000
3. Ἔντερα	100.000
4. Μεταλλεύματα καὶ προϊόντα λατομείων	P.M.
5. Καθαρὸς μόλυβδος	90.000
6. Βυρσοδεψικαὶ ὕλαι	30.000
7. Καπνὸς	1.100.000
8. Ἐσπεριδοειδῆ	150.000
9. Σταφίδες	75.000
10 Ἀμύγδαλα	P.M.
11. Οἶνοι ἐμπορίου	100.000
12. Δαφνόφυλλα	10.000
13. Ἰχθεῖς ἡλατισμένοι καὶ διατηρημένοι	10.000
14. Σπόγγοι	5.000
15. Χυμοὶ καρπῶν	30.000
16. Χαρούπια καὶ ἄλευρα χαρουπίων	15.000
17. Κόλλα ζωικὴ καὶ φυτικὴ	20.000
18. Κολοφώνιον	40.000
19. Σμύρις εἰς κόνιν	10.000
20. Ἐλαῖαι καὶ ἔλαιον ἐλαιῶν	P.M.
21. Πυρηνέλαιον	P.M.
22. Νήματα βάμβακος	P.M.
23. Διάφορα	50.000

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΛΗΡΩΜΩΝ

Μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Οὐγγρικῆς Λα κῆς Δημοκρατίας, ἐπιθυμοῦσαι νὰ διακανονίσωσι τὰς ἀφορώσας τὰς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν ἀνταλλαγὰς ἐμπορευμάτων πληρωμάς, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων:

Ἄρθρον 1.

Αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμφωνίας πληρωμαὶ θὰ διενεργοῦνται, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἰσχυόντων κανονισμῶν περὶ ἐλέγχου συναλλάγματος ἀντιστοίχως ἐν Ἑλλάδι καὶ ἐν Οὐγγαρία.

Ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα τῆς Οὐγγαρίας, ἐνεργοῦσα διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερνήσεως τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, θέλει ἀνοίξει ἐπ' ὀνόματι τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, λογαριασμὸν εἰς δολλάρια Η.Π.Α. ἄτοκον καὶ μὴ ἐπιβαρυνόμενον δι' ἐξόδων, ἐπωνομαζόμενον «Συμψηφιστικὸν Λογαριασμόν». Εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριασμοῦ τούτου θὰ φέρεται τὸ ἀντίτιμον οἱουδήποτε ποσοῦ προοριζομένου νὰ διακανονίσῃ τὰς πληρωμὰς τὰς ὁποίας νομικὰ ἢ φυσικὰ πρόσωπα ἐν Οὐγγαρίᾳ θὰ ἔχουσι νὰ διενεργήσουν δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, πρὸς νομικὰ ἢ φυσικὰ πρόσωπα ἐν Ἑλλάδι. Διὰ χρεώσεως τοῦ «Συμψηφιστικοῦ Λογαριασμοῦ» θά ἐκτελοῦνται αἱ πληρωμαὶ τὰς ὁποίας νομικὰ ἢ φυσικὰ πρόσωπα ἐν Ἑλλάδι θὰ ἔχουσι νὰ διενεργήσουν, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐπ' ὠφελείᾳ νομικῶν ἢ φυσικῶν προσώπων ἐν Οὐγγαρίᾳ.

Ἄρθρον 2.

Ὁ κατὰ τὸ ἄρθρον ΙΙΙ παράγραφος 1 τῆς Συμφωνίας ἀνταλλαγῶν, ἥτις συνήφθη τὴν 1ην Ἰουνίου 1953 ἐν Βέρνῃ μεταξὺ τοῦ Ἐμπορικοῦ καὶ Βιομηχανικοῦ Ἐπιμελητηρίου Ἀθηνῶν καὶ τοῦ Οὐγγρικοῦ Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου, συσταθεὶς λογαριασμός, θέλει κλείσει κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας. Τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ τούτου θέλει μεταφερθῆ κατὰ τὴν αὐτὴν ἡμέραν εἰς τὸν λογαριασμὸν ὅστις προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 1 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Αἱ συναφθεῖσαι καὶ ἐγκριθεῖσαι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς «Συμφωνίας Ἀνταλλαγῶν» καὶ μὴ ἀποπερατωθεῖσαι μέχρι τῆς ἡμέρας ταύτης, ἐμπορικαὶ συναλλαγαὶ θέλουσι διακανονισθῆ διὰ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 1 τῆς παρούσης Συμφωνίας λογαριασμοῦ καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς ἤδη δι' ἑκάστην αὐτῶν ἐγκριθέντας ὅρους.

Ἄρθρον 3.

Διὰ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἀνωτέρω ἄρθρον 1 Λογαριασμοῦ θὰ διακανονίζωνται πληρωμαὶ ἀφορῶσαι τὰ ἀκόλουθα:

α) τὴν ἀνταλλαγὴν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν ἐμπορευμάτων,

β) τὰ συμπαρομαρτοῦντα ἔξοδα τῆς ἀμοιβαίας ἀνταλλαγῆς ἐμπορευμάτων ὡς: ἔξοδα μεταφορᾶς παντὸς εἴδους (θαλασσίας, χερσαίας, διὰ ποταμῶν καὶ διὰ τοῦ ἀέρος), λιμενικὰ ἔξοδα, ἔξοδα ἀποστολῆς, ἐναποθηκεύσεως, μεταφορτώσεως, ἐκτελωνισμοῦ, συναρμολογήσεως, ἀσφαλίσεως καὶ ἀντασφαλίσεως (ἀσφάλιστρα καὶ ἀποζημιώσεις) προμηθείας, μεσιτικά, τόκους, ἔξοδα διαφημίσεως κλπ.,

γ) μεταποιήσεις καὶ ἔξοδα μεταποιήσεως.

δ) ἔξοδα συμμετοχῆς εἰς ἐκθέσεις καὶ ἐμποροπανηγύρεις,

ε) ἔξοδα θαλασσίων καὶ διὰ ποταμῶν μεταφορῶν ὀφειλόμενα εἰς σκάφη ὑπὸ ἑλληνικὴν ἢ οὐγγρικὴν σημαίαν διὰ τὴν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων προερχομένων ἐξ Ἑλλάδος ἢ Οὐγγαρίας καὶ προοριζομένων δι' αὐτὰς ἐκ λιμένων ἢ πρὸς λιμένας τῆς ἀνατολικῆς λεκάνης τῆς Μεσογείου, τῆς Μαύρης Θαλάσσης καὶ τοῦ Δουνάβεως ὡς καὶ λιμενικὰ τέλη εἰς Ἑλληνικοὺς καὶ Οὐγγρικοὺς λιμένας ὀφειλόμενα ὑπὸ τῶν ἰδίων σκαφῶν,

στ) τὸν διακανονισμὸν τῶν ὑπολοίπων τῶν περιοδικῶν λογαριασμῶν μεταξὺ τῶν Διευθύνσεων Σιδηροδρόμων, τῶν Διευθύνσεων Τ.Τ.Τ. ὡς καὶ τῶν μεταξὺ Ἀεροπορικῶν Ἑταιρειῶν τῶν δύο Χωρῶν,

ζ) τὰ δικαστικὰ ἔξοδα, τὰ τέλη χαρτοσήμου, τοὺς φόρους καὶ τὰ πρόστιμα,

η) τὰ δικαιώματα καὶ τὰ τέλη διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας, ἀδειῶν ἐκμεταλλεύσεως, βιομηχανικῶν σημάτων, τὰ συγγραφικὰ δικαιώματα, τὰ δικαιώματα ἐκμεταλλεύσεως κινηματογραφικῶν ταινιῶν,

θ) τὰς ἀποζημιώσεις καλλιτεχνῶν καὶ ἀθλητῶν,

ι) τὰ ἔξοδα συντηρήσεως τῶν ἐμπορικῶν ἀποστολῶν, τὰ ἔξοδα ταξειδίων, διαμονῆς, σπουδῶν, νοσηλείας καὶ θεραπείας,

ια) πᾶσαν ἄλλην καταβολὴν ἀπὸ κοινοῦ ἐγκρινομένην ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Ἄρθρον 4.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο Χωρῶν θέλουσι χορηγῆ ἐπὶ ἀμοιβαιότητι καὶ ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν κανονισμῶν των περὶ συναλλάγματος, τὰς ἀπαιτουμένας ἀδείας διὰ τὴν διενέργειαν τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν πληρωμῶν.

Ἄρθρον 5.

Τὰ συμβόλαια καὶ τὰ τιμολόγια τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται εἰς τὰς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν συναλλαγὰς θὰ συνάπτωνται καὶ θὰ εἶναι εἰς δολλάρια Η.Π.Α. Αἱ καταβολαὶ ὑπὸ τῶν ὀφειλετῶν καὶ αἱ πληρωμαὶ εἰς τοὺς δικαιούχους θὰ διενεργοῦνται ἐν Ἑλλάδι καὶ Οὐγγαρίᾳ εἰς τὸ ἐθνικὸν ἑκάστης νόμισμα κατὰ τὰς εἰς τὰς ἀντιστοίχους Χώρας ἰσχυούσας διατάξεις.

Ἄρθρον 6.

Ὅπως καθίσταται δυνατὴ ἡ πληρωμὴ εἰς τοὺς δικαιούχους κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ δύο Τράπεζαι θὰ ἀποστέλλωσι ἀμοιβαίως πρὸς ἀλλήλας ἀπὸ ἡμέρας εἰς ἡμέραν τὰς ἐντολὰς πληρωμῶν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα τῆς Οὐγγαρίας θέλει ἐκτελεῖ τὰς ὑπ' αὐτῶν λαμβανομένας ἐντολὰς πληρωμῶν, ἀνεξαρτήτως τῶν διαθεσίμων τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἀνωτέρω ἄρθρον 1 λογαριασμοῦ. Ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὸ ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ τούτου μὴ ὑπερβαίνῃ τὸ ποσὸν τῶν 250.000 δολλαρίων Η.Π.Α.

Ἄρθρον 8.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα τῆς Οὐγγαρίας θέλουσι καθορίσῃ διὰ κοινῆς συμφωνίας τὰς τεχνικὰς λεπτομερείας ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 9.

Κατὰ τὴν λῆξιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ὁ εἰς τὸ ἄρθρον 1 αὐτῆς προβλεπόμενος λογαριασμὸς θὰ παραμείνει ἀνοικτὸς διὰ τὴν ἐκκαθάρισιν τῶν μὴ εἰσέτι ἀποτερατωθεισῶν συναλλαγῶν ἥτις θέλει συντελεσθῆ κατὰ τὰς διατάξεις αὐτῆς ταύτης τῆς Συμφωνίας.

Τὸ ὑπόλοιπον ὅπερ ἐνδεχομένως θὰ ἀπέμενεν μετὰ τὴν προαναφερομένην ἐκκαθάρισιν θέλει διακανονισθῆ ὑπὸ τοῦ Μέρους τὸ ὁποῖον θὰ βαρύνεται διὰ τῆς ὀφειλῆς ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, διὰ τῆς παραδόσεως ἐμπορευμάτων ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τοὺς συνημμένους εἰς τὴν Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν πίνακας ἢ ἄλλων ἐμπορευμάτων ὡς πρὸς τὰ ὁποῖα αἱ δύο Κυβερνήσεις θέλουσι μείνει σύμφωνοι. Μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς προθεσμίας ταύτης τῶν ἓξ μηνῶν τὸ ἐνδεχόμενον ὑπόλοιπον θέλει ἐκκαθαρισθῆ ὑπὸ τοῦ Μέρους τὸ ὁποῖον βαρύνεται διὰ τῆς ὀφειλῆς, ἐντὸς συμπληρωματικῆς προθεσμίας ἑνὸς μηνός, εἰς ἐλεύθερον συνάλλαγμα.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἰσχύσῃ ἐπὶ ἓν ἔτος ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς της. Αὕτη θέλει ἀνανεοῦται διὰ σιωπηρᾶς παρατάσεως ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος. Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται, οὐχ ἧττον, νὰ καταγγείλωσι τὴν Συμφωνίαν, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, μετὰ τὴν λῆξιν τοῦ πρώτου ἔτους, κατόπιν τριμήνου προειδοποιήσεως.

Ἐγένετο ἐν Βουδαπέστῃ, εἰς τὴν γαλλικήν, εἰς διπλοῦν, τὴν 5 Ἰουνίου 1954.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
Γ. Παπαδάκης

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας
L. Ujhazy

(2)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3709.

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς ὁμοσπόνδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας συνομολογηθείσης συμβάσεως ἀφορώσης εἰς τὴν πρόληψιν καὶ καταπολέμησιν τῶν λοιμωδῶν νόσων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσα μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς Ὁμοσπόνδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας σύμβασις «περὶ προλήψεως καὶ καταπολεμήσεως τῶν λοιμωδῶν νόσων, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς ἑλονοσίας εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας», ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ σύμβασις αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς γίνῃ ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν κεκυρωμένων κειμένων κατὰ τὸ ἄρθρον 12 ταύτης.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰουνίου 1957

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝΩΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΛΙΝΑ Π. ΤΣΑΛΔΑΡΗ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Ἰουνίου 1957

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Convention

Concernant la prévention et la lutte contre les maladies Infectieuses, y compris le paludisme, dans les zones limitrophes

Entre

Le Royaume de Grèce, la République Populaire de Bulgarie et la République Populaire fédérative de Yougoslavie.

Les Gouvernements du Royaume de Grèce, de la République Populaire de Bulgarie et de la République Populaire fédérative de Yougoslavie, dans leur commun désir d'assurer leurs intérêts réciproques en ce qui concerne la protection sanitaire des populations des trois Pays et étant donné que, pour l'atteinte de cet objectif, il est indispensable d'arriver à un accord sur les mesures à adopter et à une coordination satisfaisante dans leur application, se sont mis d'accord sur les points suivants en ce qui concerne la prévention et la lutte contre les maladies infectieuses, y compris le paludisme, dans les zones limitrophes entre les Pays Contractants.

Première Partie

Définitions

Pour les besoins de la présente Convention et de son application l'on doit avoir en vue ce qui suit:

»Services Sanitaires centraux»: pour le Royaume de Grèce, le Ministère de la Prévoyance Sociale; pour la République Populaire de Bulgarie, le Ministère de la Santé Publique et de la Prévoyance Sociale; pour la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, l' Institut Fédératif de la Santé Publique.

»Extention de l'épidemie»: accroissement du nombre des cas dans un foyer donné ou accroissement du nombre des foyers.

»Zone limitrophe», sous le terme zone limitrophe s'entendent, au sujet de l'échange d'informations, es départements limitrophes en ce qui concerne la Grèce et les arrondissements limitrophes en ce qui concerne la Bulgarie et la Yougoslavie. Au sujet de l'application des mesures par zone limitrophe s'entend le territoire de chacune des trois Parties Contractantes dans une profondeur de trente kilomètres de part et d'autre des frontières.

Est considéré comme »foyer de typhus exanthématique ou de fièvre récurente» l'apparition d'au moins deux cas de ces maladies en corrélation épidémiologique.

»Territoire infecté s'entend le territoire de la municipalité ou de la commune lors de l'application de cas des maladies mentionnées dans l'Article Premier paragraphes 1,2,3 et 4.

»Territoire voisin»: les municipalités ou les communes qui confinent au territoire infecté.

Deuxième Partie

Echange d'Informations

Article Premier

Les trois Parties Contractantes échangeront réciproquement des informations :

1. dès l'apparition de tout cas de peste, de choléra, de variole et de fièvre, ainsi que pour les cas suspects de ces maladies dans n'importe quelle partie du territoire des trois parties Contractantes:

2. lors du dépistage de foyers d'enzooties ou dès l'apparition d'épizoties de peste chez les rongeurs dans n'importe quelle partie des mêmes territoires;

3. dès l'apparition de foyers ou d'accroissement épidémique dans la zone frontière du typhus exanthématique et de la fièvre résurrente qui se transmettent par les poux;

4. dès l'accroissement épidémique dans la zone frontière de la fièvre typhoïde, des fièvres paratyphoïdes, de la poliomyelite, du paludisme, de la fièvre dengue, de la fièvre hémorragique et des zoonoses à déclaration obligatoire.

Article 2

1. L'échange mutuel d'informations prévu par l'article Premier, paragraphes 1 et 2, devra être fait sans délai, télégraphiquement, par les Services Sanitaires centraux d'Athènes, de Sofia et de Belgrade et pas plus tard que 24 heures après le dépistage de la maladie. Dans les cas prévus par l'article Premier, paragraphe 3, la communication devra être faite par écrit et pas plus tard que 48 heures après le dépistage de la maladie; et, dans les cas mentionnés au paragraphe 4, tous les quinze jours. Ces communications doivencontenir des renseignements:

a) sur le lieu de l'apparition,
b) sur le type et la gravité de la maladie,
c) sur le nombre des cas,
d) sur le nombre des morts,
e) sur les conditions de la propagation et
f) sur les mesures prises.

En plus de ces deux communications, les services Sanitaires centraux des trois Parties Contractantes doivent échanger, tous les 7 jours, des communications comprenant des données sur la propagation de l'infection et l'efficacité des mesures prises tant que le territoire infecté n'est pas affranchi de l'infection aux termes de l'Article Premier, paragraphes 1 et 2.

2. Dès l'élimination de l'infection dans le territoire infecté, on doit en informer les services Sanitaires centraux des autres Parties Contractantes le territoire infecté devra être considéré alors comme affranchi de l'infection :

a) si, en cas d'infection aux termes de l'Article Premier, paragraphes 1,2 et 3 (la fièvre jaune exeptée) il s'est écoulé depuis le dernier cas deux périodes d'incubation sans que la même maladie soit apparue dans le territoire voisin. En cas de peste, on doit prendre en considération ce qui est mentionné à l'alinéa c) de ce paragraphe;

b) si, en cas d'infection de la fièvre jaune il s'est écoulé au moins trois mois depuis l'apparition du dernier cas de la maladie et sans l'apparition de la même maladie dans le territoire voisin ;

c) si, en cas d'enzootie ou d'épizootie de peste chez les rongeurs, il s'est écoulé au moins un mois depuis l'apparition du dernier cas dans le foyer enzootique ou depuis la fin de l'épizootie, sans que soit apparu un cas dans un territoire voisin.

3. Les Services Sanitaires centraux d'Athènes, de Sofia et de Belgrade doivent échanger des communications mensuelles relatives aux maladies infectieuses aux termes de l'Article Premier de la présente Convention dans les zones limitrophes des trois Parties Contractantes.

Troisième Partie

Organisation et mesures

Article 3

Les trois Parties Contractantes doivent assurer dans les zones limitrophes de leurs territoires:

a) le nombre nécessaire de personnel spécialisé pour entreprendre des mesures de contrôle sanitaires, préventives et suppressives des épidemies dans les zones limitrophes mêmes ou à leur proximité;

b) la quantité nécessaire d'équipement et de matériel pour l'application des mesures sanitaires, préventives et suppressives, d'ordre général et d'ordre

spécifique, dans les zones limitrophes mêmes ou à leur proximité;

c) la possibilité d'isolement des malades ou des cas suspects des maladies énumérées dans l'Article Premier, paragraphes 1, 3 et 4, ainsi que la possibilité de transport des dites personnes jusqu'à l'établissement hospitalier le plus proche;

d) la possibilité d'un diagnostic de laboratoire précoce et rapide des maladies infectieuses dans les zones limitrophes mêmes ou à leur proximité.

Article 4

1. Dans la zone frontière de chacune des troiss Parties Contractantes doivent être appliquées toutes les mesures sanitaires, préventives et suppressives des épidemies, contre les maladies infectieuses citées dan l'Article Premier, telles qu'elles sont prévues par la législation sanitaire en vigueur dans chacun des trois pays.

2. En présence d'indications épidémiques, peuvent être soumises au contrôle sanitaire et aux mesures sanitaires préventives et suppressives des épidémies, dans les zones limitrophes:

a) les personnes qui passent d'un territoire infecté par les maladies citées dans l'Article Premier, paragraphes 1 et 3 de l'une des Parties Contractantes au territoire de l'autre ou des autres pays;

b) les produits alimentaires qui sont transportés ou voiturés d'un territoire des Parties Contractantes, infecté de cholera' dans le territoire de l'autre ou des autres pays;

c) les bagages de personnes qui sont transportés ou voiturés d'un territoire infecté par les maladies citées en Article Premier, paragraphes 1 et 3, de l'une des Parties Contractantes dans le territoire de l'autre ou des autres pays;

d) la laine, les cuirs, les habits et autres articles similaires qui sont transportés ou voiturés d'un territoire infecté de peste, de variole, de typhus exanthématique ou de fièvre récurrente de l'une des Parties Contractantes, dans le territoire de l'autre ou des autres pays;

e) les moyens de transport qui passent du territoire de l'une des Parties Contractantes, dans lequel sont apparues les maladies, énumérées dans l'article Premier, paragraphes, Γ,1,2, et 3, au territoire de l'autre ou des autres pays;

f) les eaux courantes de surface qui traverent le territoire des deux ou des trois pays, ainsi que les eaux stagnantes de surface qui sont limitrophes du territoires de ces deux ou trois pays, en cas de choléra ou de paludisme.

3. Dans la zone frontière on doit effectuer:

a) la désinsenctisation, destruction des rats vecteurs de maladies infectieuses transmissibles à l'homme ainsi que la destruction des loups, des renards et des chiens rôdants;

b) l'enregistrement et l'immunisation des chiens contre la rage.

4. Les lettres et les imprimés ne sont pas l'objet d'application de mesures sanitaires.

5. Au cours de l'application des mesures prévues par la présente Convention, qu'il s'agisse de personnes ou leurs biens meubles et immeubles, il doit être strictement tenu compte de ce qui suit:

a) les dites mesures ne soivent pas entraver, sans nécessité réelle, le travail ou les déplacement des personnes qui en sont l'objet et ne doivent causer aucun dommage à leur santé;

b) les dites mesures ne doivent causer aucun dommage aux biens meubles et immeubles des personnes en question.

Article 5.

1. Les Services Sanitaires centraux d'Athènes, de Sofia et de Belgrade doivent faire l'échange des ordonnances législatives régissant la prévention et la lutte contre les maladies infectieuses, le paludisme y compris.

2. Les Services Sanitaires compétents, ainsi que les Institutions d'Hygiène, de Santé Publique et d'Epidémiologie des trois Parties Contractantes se partagent mutuellement l'expérience recueillie dans le domaine de la prévention et de la lutte contre les maladies infectieuses, y compris le paludisme, par des conférences de spécialistes, l'échange des publications scientifiques et par l'intermédiaire d'institutions scientifiques qui étudieront les questions présentant un intérêt commun pour les trois Parties Contractantes.

3. En cas de besoin, se faisant sentir dans la zone frontière des trois pays, et à la suite d'une demande dûment formulée par l'un de ces pays à l'un ou aux autres pays, celui-ci ou ceux-ci fournissent, d'un commun accord et dans le cadre des possibilités du moment, de l'aide destinée à la prévention ou à la lutte contre les maladies infectieuses, y compris le paludisme, sous forme de personnel spécialisé, d'équipement et de matériel; les dites services et matériels seront remboursés au prix coûtant.

4. Toutes les obligations découlant de la présente Convention peuvent être élargies, d'accord avec les Services Sanitaires centrauxd'Athènes, de Sofia et de Belgrade, de manière à y inclure les maladies infectieuses non comprises dans l'Article Premier, ainsi que celles, nouvelles et non emcore connues, s'il allait être prouvé qu'elles constituent un problème épidemiologique sérieux à la zone frontière des trois pays.

5En cas de besoin urgent et à la suite d'une demande dûment formulée par l'une des trois Parties Contractantes à une autre ou aux autres Parties, du personnel spécialisé des Services Sanitaires peut passer du territoire de l'un des trois pays à celui de l'un ou des autres dans le but d'un échange immédiat d'informations, et d'une coordination directe et officace des mesures à prendre.

Quatrième Partie, Spéciale

Peste

Article 6

En vue de la prévention et de la Lutte contre la peste, si elle apparaissait, en plus des mesures respectives mentionnées dans l'Article 4 de la présente Convention, les mesures suivantes devront être prises :

1. En cas de danger de peste, on devra assurer dans la région atteinte de la zone frontière toutes les possibilités d'un contrôle continu des rongeurs et de leurs éctoparasites; les résultats de ce contrôle seront communiqués mutuellement aux Services Sanitaires centraux d'Athènes, de Sofia et de Belgrade

2. Les personnes venant d'une région de l'une des Parties Contractantes infectée de peste ou d'une région dans laquelle l'infection est suspectée, sont dans l'obligation de prouver qu'au moins 6 jours se sont écoulés depuis le jour de leur exposition à l'infection. En cas d'impossibilité d'en faire la preuve, les dites personnes sont mises à l'isolement pendant 6 jours comptés à partir du jour de leur arrivée dans la zone frontière de l'un ou des deux autres pays.

3. Quand un train ou tout autre moyen terrestre de transport arrive du territoire de l'une des Parties Contractantes à une gare ou station limitrophe de l'autre ou des autres pays, véhiculant une ou plusieurs personnes atteintes de peste ou suspectes d'infection pestueuse, le dit moyen de transport sera désinsectisé et désinfecté.

4. On prendra toutes les mesures sanitaires indispensables et l'on isolera et hospitalisera les ressortissants de l'une des Parties Contractantes qui arrivent du territoire de cette Partie au territoire de l'autre ou des autres pays et qui sont atteintes de peste ou qui sont suspecte d'infection pesteuse ou qui d'après les renseignements des Services Sanitaires, ont été exposés à cette maladie depuis moins de 6 jours.

Toutes les informations seront communiquées par les voies les plus rapides aux Services Sanitaires centraux des autres Parties Contractantes.

Choléra

Article 7

En vue de la prévention et de la lutte contre le choléra, s'il apparaissait, en plus des mesures respectines mentionnées dans l'Article 4 de la présente Convention les mesures suivantes devront être prises;

1. Les personnes venant d'une région de l'une des Parties Contractantes, infetée de chcléra, ou d'une région dans laquelle cette infection est suspectée, sont dans l'obligation d'être munies d'un certificat valide attestant qu'elles ont subi une vaccination anti-cholérique datant de moins de 6 mois, sauf si elles peuvent prouver que plus de 5 jours se sont écoulés depuis leur exposition à l'infection. Si ls dites personnes ne sont pas munies du certificat en question ou si elles sont dans l'impossibilité de prouver qu'au moins 5 jours se sont écoulée depuis leur exposition à l'infection, elles seront mises à l'isolement pendant 5 jours comptés à partir du jour de leur arrivée à la frontière de l'un ou des deux autres pays.

2. Quand un train ou tout autre moyen terrestre de transport arrive du territoire de l'une des Parties Contractantes à une gare ou station limitrophes de l'autre ou des autres pays, véhiculant une ou plusieurs personnes atteintes de choléra, ou suspectes d'infection cholérique, ledit moyen de transport sera désinfecté et les denrées alimentaires transportées seront détruit si l'on juge qu'elles sont infectées.

3. On prendra toutes les mesures sanitaires indispensables et l'on isolera et hospitalisera les ressortissants de l'une des Parties Contractantes qui arrivent du territoire de cette Partie au territoire de l'autre ou des autres pays et qui sont atteints de choléra, ou qui sont suspects d'infection cholérique ou qui, d'après les renseignements des Services Sanitaires, ont été exposés à cette maladie depuis moins de 5 jours.

4. Sur les personnes passant du territoire de l'une des Parties Contractantes au territoire de l'autre ou des autres Parties et qui traversent la période d'incubation du choléra ou qui sont suspectes d'infection cholérique on procédera à un prélèvement de selles pour en effectuer l'examen bactériologique.

Toutes ces informations seront communiquées par les voies les plus rapides aux Services Sanitaires centraux des autres Parties Contractantes.

Variole

Article 8

En vue de la prévention et de la lutte contre la variole, si elle apparaissait, en plus des mesures respectives mentionnées dans l'Article 4 de la présente Convention, les mesures suivantes devront être prises:

1. Les personnes venant d'une région de l'une des Parties Contractantes infectée de variole ou d'une région dans laquelle cette infection est suspectée, sont dans l'obligation d'être munies d'un certificat valide attestant qu'elles ont subi une vaccination ou une revaccination efficace, datant de moins de 3 ans, sauf si elles peuvent prouver qu'au moins 14 jours se sont écoulés depuis leur exposition à l'infection. Si les dites personnes ne sont pas munies du certificat en question ou si elles sont dans l'impossibilité de prouver qu'au moins 14 jours se sont écoulés depuis leur exposition à l'infection, elles seront mises à l'isolement pendant 14 jours comptés à partir du jour de leur arrivée à la frontière de l'un ou des deux autres pays.

2. Quant un train ou tout autre moyen terrestre de transport arrive du territoire de l'une des Parties Contractantes à une gare ou station limitrophe de l'autre ou des autres pays, véhiculant une ou plusieurs personnes atteintes de variole ou suspectes de cette infection, le dit moyen de transport sera désinfecté.

3. On prendra toutes les mesures sanitaires indispensables et l'on isolera et hospitalisera les ressortissants de l'une des Parties Contractantes qui arrivent du territoire de cette Partie au territoire de l'autre ou des autres pays et qui sont atteints de variole ou qui sont suspects d'infection variolique ou qui, d'après les renseignements des services Sanitaire, ont été exposés à cette maladie depuis moins de 14 jours.

Toutes ces informations seront communiquées par les voies les plus rapides aux services Sanitaires centraux des autres Parties Contractantes.

Fièvre Jaune

Article 9

1. Les personnes venant d'une région de l'une des Parties Contractantes infectée de fièvre jaune ou d'une région dans laquelle cette infection est suspectée, sont dans l'obligation d'être munies d'un certificat valide attestant qu'elles ont subi une vaccination antiamarile datant de moins de 6 ans, sauf si elles peuvent prouver qu'au moins 6 jours se sont écoulés depuis leur exposition à l'infection. Si les dites personnes ne sont pas munies du certificat en question ou si elles sont dans l'impossibilité de prouver qu'au moins 6 jours se sont écoulés depuis leur exposition à l'infection, elles seront mises à l'isolement pendant 6 jours comptés à partir du jour de leur arrivée à la frontière de l'un ou des deux autres pays.

2. Quand un train ou tout autre moyen terrestre de transport arrive du territoire de l'une des Parties Contractantes à une gare ou station de l'autre ou des autres pays, véhiculant une ou plusieurs personnes atteintes de fièvre jaune ou suspectes de cette infection, ou transportant des Aëdes aegypti, le dit moyen de transport sera désinsectisé.

3. On prendra toutes les mesures sanitaires indispensables et l'on isolera et hospitalisera les ressortissants de l'une des Parties Contractantes qui arrivent du territoire de cette Partie au territoire de l'autre ou des autres pays et qui sont atteints de fièvre jaune ou qui sont suspecte de cette infection ou qui, d'après les renseignements des Services Sanitaires, ont été exposés à cette maladie depuis moins de 6 jours.

Toutes ces informations seront communiquées par les voies les plus rapides aux Services Sanitaire centraux des autres Parties Contractantes.

Paludisme

Article 10

En vue de la prévention et de la lutte contre la paludisme dans les zones limitrophes des trois Parties Contractantes seront prises les mesures suivantes:

1. Le dépistage, la confirmation, ainsi que la chimioprophylaxie et la chimiothérapie des cas patients et des cas suspects de paludisme se fera soit par les dispensaires, soit par le personnel scientifique et technique spécialisé des Services Sanitaires de chacune des trois Parties Contractantes,soit par les deux procédés à la fois.

2. Aux cas suspects de paludisme seront administrés, si possible, deux types de médicaments antipaludiques dont d'un visera à la suppression des signes cliniques et l'autre à la dégénérescence des gométocytes.

3. Après confirmation éventuelle, le traitement anti-paludique systématique fera lui aussi appel à deux types de médicaments, visant à une cure clinique et, si possible, radicale de l'infection.

4. Lorsque cela est praticable et tout particulièrement au cours de la saison épidémique, les paludéens en phase aiguë seront hospitalisés.

5. Durant la période pré-épidémique précoce, les cas patents de paludisme vieux de moins de trois ans seront soumis à un traitement anti-récidif au moyen d'un médicament capable d'agir sur le cycle exo-érythrocytaire des plasmodes.

6. Pendant la période épidémique tous les malades recevant un traitement anti-récidif seront suivis par les laboratoires spécialisés tous les deux mois.

7. Dans les zones limitrophes des trois Parties Contractantes l'examen du sang pourra s'étendre sur toute la population de moins de 15 ans s'il existe les indication épidémiologiques l'exigeant.

8. Dans toute localité ayant une population maxima de 1.000 à 2.000 habitants, suivant les conditions géographiques, qui présente un ou plusieurs cas patients de paludisme et dans laquelle les anophèles-vecteurs atteignent une densité dangereuse, l'aspersion à effet rémanant de tous les locaux sera immédiatement effectuée. Cette aspersion sera appliquée à une échelle réduite)Aspersion périphérique ou partielle(si la population de la localité dépasse la limite fixée. L'aspersion des locaux sera répétée si les facteurs biologique ralatifs aux vecteurs (résistance) l'exigent; dans ce cas l'alternance des insecticides est indiquée.

9 Dans les centres urbains important impaludés la lutte contre les insectes vecteurs pourra se fair au stade aquatique (lutte antilarvaire).

10. Dans certains secteurs les conditions peuvent être telles que la lutte antilarvaire pourra se faire par avion.

11. L'extension de l'empoisonnement des gîtes anopléliens aux Gambusias se fera toutes les fois que les conditions locales le permettent.

12. L'abolition permanente des gîtes anophéliens par des travaux d'assainissement et de drainage, par la régulation des deux de surface et d'irrigation et par le contrôle des constructions hydrauliques devra se faire dans la zone limitrophe des trois Parties Contractantes de concert avec les autres Services compétents.

Cinquième partie. Dispositions Finales

Article 11

Les questions techniques relatives à l'application des paragraphes 3 et 5 de l'article 5 de la présente Convention, ainsi que toutes celles qui se rapportent ou découlent de la Convention Sanitaire du 11 décembre 1955 entre la Bulagarie et la Yougoslavie et du Procès-Verbal du 3 décembre 1954 entre la Grèce et la Yougoslavie, seront réglées par échange de notes par la voie diplomatique.

Article 12

La présente Convention est sujette à la ratification par les Gouvernements des Parties Contractantes conformément aux clauses constitutionnelles des dits pays et entrera en vigueur le jour de l'échnage des textes ratifiés qui aura lieu à Belgrade. La Convention est valable pour une période de 5 ans à partir du jour de sa ratification et sa validité sera automatiquement prorogée pour une période de un an à l'expiration de ce délai, si elle n'a pas été dénoncée par voie diplomatique par l'une des Parties Contractantes au moins 6 mois avant son expiration.

Article 13

La Convention a été rédigée en trois textes authentiques, tous trois en langue française.

En Foi de Quoi les soussignés, dûment autorisés, signent la présente Convention au nom de leurs Gouvernements respectifs.

Fait à Athènes, le trente mars mil neuf cent cinquante six, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce
Dr. Gérassimos P. Alivisatos
Ex – Ministre, Professeur à l'Université d'Athènes
Pour le Gouvernements de la République Populaire de Bulgarie

Dr. Luben Stoyancv

Ministre Adjoint de la Santé Publique et de la Prévoyance Sociale de la République Populaire de Bulgarie.
Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
Dr. Dimitrije Kalic

Conseiller de l'Institut Fédératif de la Santé Publique de Yougoslavie.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

'Αφορῶσα τὴν πρόληψιν καὶ τὴν καταπολέμησιν τῶν λοιμωδῶν νόσων, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς ἐλονοσίας εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας, μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς 'Ομοσπόνδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

Αἱ Κυβερνήσεις τοῦ Βασιλείου τῆς 'Ελλάδος, τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς 'Ομοσπόνδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας ἐν τῇ κοινῇ αὐτῶν ἐπιθυμίᾳ ὅπως ἐξασφαλίσουν τὰ ἀμοιβαῖα αὐτῶν συμφέροντα εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ὑγειονομικὴν προστασίαν τῶν πληθυσμῶν τῶν τριῶν Χωρῶν καὶ δοθέντος ὅτι, διὰ τὴν τραγμάτωσιν τοῦ ὡς ἄνω ἀντικειμενικοῦ σκοποῦ, εἶναι ἀπαραίτητον ὅπως ἐπιτευχθῇ συμφωνία ἐπὶ τῶν υἱοθετηθησομένων μέτρων ὡς καὶ διὰ τὸν ἱκανοποιητικὸν συντονισμὸν ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τούτων, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι σημείων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν πρόληψιν καὶ τὴν καταπολέμησιν τῶν λοιμωδῶν νόσων, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς ἐλονοσίας, εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας τῶν συμβαλλομένων χωρῶν.

Μέρος πρῶτον
'Ορισμοὶ

Διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν αὐτῆς δέον νὰ ληφθοῦν ὑπ' ὄψει τὰ ἑξῆς:

«Κεντρικαὶ Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι» διὰ τὸ Βασίλειον τῆς 'Ελλάδος, τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῆς Προνοίας Διὰ τὴν λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὸ Ὑπουργεῖον Δημοσίας Ὑγείας καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας.

Διὰ τὴν ὁμόσπονδον λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαυΐας, τὸ ὁμόσπονδον 'Ινστιτοῦτον Δημοσίας Ὑγείας.

«'Εξάπλωσις τῆς ἐπιδημίας» αὔξησις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν κρουσμάτων εἰς δεδομένην ἑστίαν. 'Η αὔξησις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἑστιῶν.

«Παραμεθόριος ζώνη»: Ὑπὸ τὸν ὅρον παραμεθόριοι ζῶναι νοοῦνται ἀναφορικῶς πρὸς τὴν ἀνταλλαγὴν πληροφοριῶν, προκειμένου μὲν περὶ τῆς 'Ελλάδος οἱ παραμεθόριοι Νομοί, προκειμένου δὲ περὶ τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας, αἱ παραμεθόριοι ἐπαρχίαι. 'Αναφορικῶς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν μέτρων παραμεθόριος ζώνη νοεῖται τὸ ἔδαφος ἑκάστης τῶν συμβαλλομένων Χωρῶν

εἰς βάθος τριάκοντα χιλιομέτρων ἑκατέρωθεν τῶν συνόρων.

Ὡς ἑστία ἐξανθηματικοῦ τύφου ἢ ὑποστρύφου πυρετοῦ» θεωρεῖται ἡ ἐμφάνισις δύο τοὐλάχιστον κρουσμάτων τῶν ἐν λόγω νόσων εὑρισκομένων ἐν ἐπιδημιολογικῇ ἀλληλοεξαρτήσει.

«Μεμολυσμένον ἔδαφος» νοεῖται τὸ ἔδαφος τοῦ Δήμου ἢ τῆς Κοινότητος εὐθὺς ὡς ἤθελον ἐμφανισθῇ εἰς ταύτας κρούσματα νόσων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον πρῶτον παράγραφος 1,2,3, καὶ 4.

«Γειτονικὸν ἔδαφος»: οἱ Δῆμοι ἢ αἱ Κοινότητες οἱ συνορεύοντες μὲ τὸ μεμολυσμένον ἔδαφος.

Μέρος Δεύτερον
Ἀνταλλαγὴ πληροφοριῶν
Ἄρθρον 1.

Τὰ τρία Συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἀνταλλάσουν πληροφορίας ἀμοιβαίως:

1. Ἐπὶ ἐμφανίσεως κρούσματος πανώλους, χολέρας, εὐλογίας, καὶ κιτρίνου πυρετοῦ ὡς καὶ ἐπὶ ὑπόπτων κρουσμάτων τῶν νόσων τούτων εἰς οἱονδήποτε τμῆμα τῆς ἐπικρατείας τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Ἐπὶ ἀνακαλύψεως ἐνζωτικῶν ἑστιῶν ἢ ἐπὶ ἐμφανίσεως ἐπιζωτιῶν πανώλους τῶν τρωκτικῶν εἰς οἱονδήποτε τμῆμα τῶν ὡς ἄνω Χωρῶν.

3. Ἐπὶ ἐμφανίσεως ἑστιῶν ἢ ἐπιδημικῆς ἐξαπλώσεως εἰς τὴν παραμεθόριον ζώνην ἐξανθηματικοῦ τύφου καὶ ὑποστρόφου πυρετοῦ τῶν μεταδιδομένων διὰ φθειρῶν.

4. Ἐπὶ ἐπιδημικῆς ἐπεκτάσεως εἰς τὴν παραμεθόριον ζώνην, τοῦ τυφοειδοῦς πυρετοῦ, τῶν παρατύφων, τῆς πολιομυελίτιδος, τῆς ἐλονοσίας, τοῦ δαγγείου πυρετοῦ τοῦ αἱμορραγικοῦ πυρετοῦ ὡς καὶ ἐκείνων τῶν ζωονόσων αἵτινες ὑπόκεινται εἰς ὑποχρεωτικὴν δήλωσιν.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ ἀμοιβαία ἀνταλλαγὴ πληροφοριῶν ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου πρώτου, παράγραφος 1 καὶ 2, δέον νὰ τελῆται ἀμέσως τηλεγραφικῶς ὑπὸ τῶν Κεντρικῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν τῶν Ἀθηνῶν, τῆς Σόφιας καὶ τοῦ Βελιγραδίου καὶ οὐχὶ βραδύτερον τοῦ 24ώρου ἀπὸ τῆς ἀνακαλύψεως τῆς νόσου. Κατὰ τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου πρώτου, παράγραφος 3, ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη δέον νὰ τελῆται ἐγγράφως καὶ οὐχὶ βραδύτερον τοῦ 48ώρου ἀπὸ τῆς ἀνακαλύψεως τῆς νόσου, διὰ δὲ τὰς περιπτώσεις τὰς μνημονευομένας ὑπὸ παράγραφον 4 ἀνὰ 15θήμερον. Αἱ ἀνακοινώσεις αὗται δέον νὰ περιλαμβάνουν πληροφορίας εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ:

α) Εἰς τὸν τόπον τῆς ἐμφανίσεως
β) Εἰς τὸν τύπον καὶ τὴν βαρύτητα τῆς νόσου
γ) Εἰς τὸν ἀριθμὸν τῶν κρουσμάτων
δ) Εἰς τὸν ἀριθμὸν τῶν θανάτων
ε) Εἰς τὰς συνθήκας ὑπὸ τὰς ὁποίας ἐγένετο ἡ ἐξάπλωσις καὶ
στ) Εἰς τὰ μέτρα ἅτινα ἐλήφθησαν,

Πέραν τῶν δύο τούτων ἀνακοινώσεων, αἱ Κεντρικαὶ Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι, τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θ' ἀνταλλάσουν ἀνὰ 7ήμερον πληροφορίας περιεχούσας στοιχεῖα ἐπὶ τῆς πορείας τῆς μολύνσεως καὶ τῆς ἀποτελεσματικότητος τῶν ληφθέντων μέτρων, ἐφ' ὅσον χρόνον τὸ μεμολυσμένον ἔδαφος δὲν ἀπαλλάσεται τῆς μολύνσεως κατὰ τὰ ἐν τῷ ἄρθρῳ πρώτῳ παράγραφοι 1 καὶ 2 διαλαμβανόμενα.

2. Εὐθὺς ὡς τὸ μεμολυσμένον ἔδαφος ἀπαλλαγῇ τῆς μολύνσεως δέον νὰ εἰδοποιοῦνται περὶ τούτου αἱ κεντρικαὶ Ὑγιεινομικαὶ Ὑπηρεσίαι τῶν λοιπῶν Συμβαλομένων Μερῶν. Τὸ μεμολυσμένον ἔδαφος δέον ὅπως θεωρῆται ἀπηλλαγμένον τῆς μολύνσεως:

α) Ὅταν ἐν περιπτώσει μολύνσεως κατὰ τὰ ἐν τῷ ἄρθρῳ πρώτῳ παράγ. 1 2 καὶ 3 διαλαμβανόμενα (ἐξαιρέσει τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ) ἔχει παρέλθει ἀπὸ τοῦ τελευταίου κρούσματος χρόνος ἴσος πρὸς δύο περιόδους ἐπωάσεως ἄνευ ἐμφανίσεως τῆς αὐτῆς νόσου εἰς γειτονικὸν ἔδαφος, προκειμένου περὶ πανώλους, δέον νὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψει τὰ ἀναφερόμενα ὑπὸ στοιχ. γ' τῆς παραγράφου ταύτης

β) Ὅταν ἐν περιπτώσει μολύνσεως ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ ἔχωσι παρέλθει τρεῖς τοὐλάχιστον μῆνες ἀπὸ τῆς ἐμφανίσεως τοῦ τελευταίου κρούσματος τῆς νόσου καὶ ἄνευ ἐμφανίσεως τῆς αὐτῆς νόσου εἰς γειτονικὸν ἔδαφος.

γ) Ὅταν ἐν περιπτώσει ἐνζωοτίας ἢ ἐπιζωοτίας πανώλους τῶν τρωκτικῶν, παρῆλθεν εἷς τοὐλάχιστον μὴν ἀπὸ τῆς ἐμφανίσεως τοῦ τελευταίου κρούσματος εἰς τὴν ἐνζωοτικὴν ἑστίαν, ἢ ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ἐπιζωοτίας ἄνευ ἐμφανίσεως κρούσματός τινος τῆς νόσου εἰς γειτονικὸν ἔδαφος.

3. Αἱ Κεντρικαὶ Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι Ἀθηνῶν, Σόφιας καὶ Βελιγραδίου θά ἀνταλλάσουν μηνιαίας ἀνακοινώσεις ἐπὶ τῆς κινήσεως τῶν λοιμωδῶν νόσων, κατὰ τὰ ἐν τῷ ἄρθρῳ πρώτῳ τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Μέρος τρίτον
Ὀργάνωσις καὶ μέτρα
Ἄρθρον 3.

Τὰ τρία Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐξασφαλίσουν εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας τῶν συνόρων αὐτῶν:

α) Τὸν ἀπαιτούμενον ἀριθμὸν εἰδικευμένου προσωπικοῦ διὰ τὴν λῆψιν ὑγειονομικῶν μέτρων ἐλέγχου ὡς καὶ προληπτικῶν καὶ κατασταλτικῶν τῶν ἐπιδημιῶν τοιούτων εἰς αὐτὰς ταύτας τὰς παραμεθορίους ζώνας ἢ πλησίον αὐτῶν.

β) Τὴν ἀναγκαίαν ποσότητα ἐφοδίων καὶ ὑλικῶν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν ὑγειονομικῶν μέτρων προληπτικῶν καὶ κατασταλτικῶν τῶν ἐπιδημιῶν φύσεως γενικῆς καὶ εἰδικῆς, εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας αὐτὰς ταύτας ἢ πλησίον αὐτῶν.

γ) Τὴν δυνατότητα ἀπομονώσεως τῶν ἀσθενῶν ἢ τῶν ὑπόπτων μολύνσεως ἐκ τῶν νόσων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ πρώτῳ παράγραφος 1,3, καὶ 4, ὡς καὶ τὴν δυνατότητα μεταφορᾶς τῶν ἀτόμων τούτων εἰς τὸ πλησιέστερον νοσηλευτικὸν ἵδρυμα.

δ) Τὴν δυνατότητα τῆς ἐγκαίρου καὶ ταχείας ἐργαστηριακῆς διαγνώσεως τῶν λοιμωδῶν νόσων εἰς αὐτὰς ταύτας τὰς παραμεθορίους ζώνας ἢ πλησίον τούτων.

Ἄρθρον 4.

1. Εἰς τὴν παραμεθόριον ζώνην τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δέον νὰ λαμβάνωνται ἅπαντα τὰ ὑγειονομικὰ προληπτικὰ καὶ κατασταλτικὰ τῶν ἐπιδημιῶν μέτρα ἐναντίον τῶν λοιμωδῶν νόσων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 1, ὡς ταῦτα καθορίζονται ὑπὸ τῶν ἰσχουσῶν διατάξεων ἑκάστης τῶν τριῶν Χωρῶν.

2. Ὑφισταμένων ἐπιδημικῶν ἐνδείξεων δύνανται νὰ ὑπόκεινται ὑπὸ ὑγειονομικὸν ἔλεγχον καὶ εἰς τὴν ἐφαρμογὴν ὑγειονομικῶν προληπτικῶν καὶ κατασταλτικῶν τῶν ἐπιδημιῶν μέτρων εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας:

α) Ἄτομα μεταβαίνοντα ἐκ τοῦ ὑπὸ τῶν νόσων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ πρώτῳ, παράγρ. 1 καὶ 3 μεμολυσμένου ἐδάφους ἑνὸς τῶν τριῶν Συμβαλομένων Μερῶν, εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν.

β) Τρόφιμα μεταφερόμενα εἴτε ὑπ' ἀτόμου τινός, εἴτε διὰ τοῦ αὐτοῦ χρησιμοποιουμένου μεταφορικοῦ μέσου ἐκ τοῦ ὑπὸ χολέρας μεμολυσμένου ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων Χωρῶν.

γ) Ἀποσκευαὶ ἀτόμων, μεταφερόμεναι εἴτε ὑπὸ τῶν ἰδίων, εἴτε διὰ τῶν ὑπ' αὐτῶν χρησιμοποιουμένων μεταφορικῶν μέσων ἐξ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, μεμολυσμέναι ὑπὸ τῶν νόσων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ πρώτῳ, παράγρ. 1 καὶ 3 εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων Χωρῶν.

δ) Ἔρια, δέρματα, ἐνδύματα καὶ ἕτερα παρεμφερῆ εἴδη, μεταφερόμενα εἴτε ὑπὸ ἀτόμου τινός, εἴτε διὰ τοῦ ὑπ' αὐτοῦ χρησιμοποιουμένου μεταφορικοῦ μέσου ἐκ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν μεμολυσμένου ὑπὸ πανώλους, εὐλογίας, ἐξανθηματικοῦ τύφου ἢ ὑποστρόφου πυρετοῦ εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων Χωρῶν.

ε) Μεταφορικὰ μέσα, τὰ ὁποῖα διέρχονται ἐκ μιᾶς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, εἰς ὃ ἐνεφανίσθησαν αἱ νόσοι αἱ ἀπαριθμούμεναι ἐν τῷ Ἄρθρῳ Πρώτῳ, παράγρ. 1, 2 καὶ 3 εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων Χωρῶν.

στ) Τὰ ρέοντα ἐπιφανειακὰ ὕδατα τὰ διερχόμενα διὰ μέσου τοῦ ἐδάφους τῶν δύο ἢ τριῶν Χωρῶν, ὡς καὶ τὰ λιμνάζοντα ἐπιφανειακὰ τοιαῦτα τὰ συνορεύοντα μὲ τὸ ἔδαφος τῶν δύο ἢ τῶν τριῶν Χωρῶν, ἐν περιπτώσει χολέρας ἢ ἑλονοσίας.

3. Εἰς τὴν παραμεθόριον ζώνην δέον ὅπως διενεργῆται α) ἐντομοκτονία καὶ καταστροφὴ τῶν ἐπιμύων φορέων νόσων δυναμένων νὰ μεταδοθοῦν εἰς τὸν ἄνθρωπον ὡς καὶ τῶν λύκων, ἀλωπέκων καὶ ἀδεσπότων κυνῶν.

β) Καταγραφὴ καὶ ἀντιλυσσικὸς ἐμβολιασμὸς τῶν κυνῶν.

4. Αἱ ἐπιστολαὶ καὶ τὰ ἔντυπα δὲν ὑπόκεινται εἰς ὑγειονομικὰ μέτρα.

5. Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων μέτρων, εἴτε ταῦτα ἀφοροῦν ἄτομα, εἴτε τὴν κιτητὴν καὶ ἀκίνητον περιουσίαν αὐτῶν, δέον νὰ τηρῶνται αὐστηρῶς τὰ κάτωθι :

α) Τὰ μνησθέντα μέτρα ταῦτα δέον ὅπως μὴ ἐμποδίζουν ἄνευ πραγματικῆς ἀνάγκης, τὴν ἐργασίαν ἢ τὰς μετακινήσεις τῶν ἀτόμων ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐφαρμόζονται καὶ δέον ὅπως οὐδεμίαν ἐπιφέρουν βλάβην εἰς τὴν ὑγείαν αὐτῶν.

β) Τὰ ρηθέντα μέτρα ταῦτα δέον ὅπως οὐδεμίαν ἐπιφέρουν βλάβην εἰς τὴν κινητὴν ἢ ἀκίνητον περιουσίαν τῶν ἀτόμων τούτων.

Ἄρθρον 5.

1. Αἱ Κεντρικαὶ Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι Ἀθηνῶν, Βελιγραδίου καὶ Σόφιας δέον ὅπως ἀνταλλάσσουν τὴν ἑκάστοτε ἰσχύουσαν νομοθεσίαν τὴν ρυθμίζουσαν τὰ τῆς προλήψεως καὶ καταπολεμήσεως τῶν λοιμωδῶν νόσων, περιλαμβανομένης καὶ τῆς ἑλονοσίας.

2. Αἱ ἁρμόδιαι Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι ὡς καὶ τὰ Ἱδρύματα Ὑγιεινῆς, Δημοσίας Ὑγείας καὶ Ἐπιδημιολογίας τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μελῶν, ἀνακοινοῦσιν ἀμοιβαίως τὴν κτηθεῖσαν πεῖραν εἰς τὸν τομέα τῆς προλήψεως καὶ τῆς καταπολεμήσεως τῶν λοιμωδῶν νόσων, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς ἑλονοσίας, μέσῳ συσκέψεων ἐξ εἰδικῶν, ἀνταλλαγῆς ἐπιστημονικῶν δημοσιευμάτων καὶ μέσῳ τῶν ἐπιστημονικῶν Ἱδρυμάτων, τὰ ὁποῖα θὰ μελετοῦν τὰ ζητήματα τὰ ἐμφανίζοντα κοινὸν ἐνδιαφέρον διὰ τὰ τρία Συμβαλλόμενα Μέρη.

3. Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἤθελε παραστῇ ἀνάγκη εἰς τὴν παραμεθόριον ζώνην τῶν τριῶν χωρῶν καὶ κατόπιν ἁρμοδίως διατυπουμένης αἰτήσεως τῆς μιᾶς τῶν χωρῶν τούτων πρὸς τὴν ἄλλην ἢ τὰς ἄλλας δὲ χώρας, ἡ χώρα αὕτη ἢ αἱ χῶραι αὗται παρέχουν, κοινῇ συμφωνίᾳ καὶ ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν δυνατοτήτων τῆς στιγμῆς, βοήθειαν ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς προλήψεως ἢ τῆς καταπολεμήσεως τῶν λοιμωδῶν νόσων, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς ἑλονοσίας, εἰδικευμένου προσωπικοῦ, ἐφοδίων καὶ ὑλικῶν.

Ἡ ἀξία τῶν παρασχεθησομένων ὑπηρεσιῶν καὶ ὑλικῶν καταβληθήσονται εἰς τιμὴν κόστους.

4. Ἅπασαι αἱ ὑποχρεώσεις αἱ ἀπορρέουσαι ἐκ τῆς παρούσης Συμβάσεως δύνανται νὰ εὐρυνθοῦν κατόπιν συνεννοήσεως μεταξὺ τῶν κεντρικῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν Ἀθηνῶν, Βελιγραδίου καὶ Σόφιας καὶ δι' ἐκείνας τῶν λοιμωδῶν νόσων, αἵτινες δὲν περιλαμβάνονται ἐν τῷ Ἄρθρῳ πρώτῳ, ὡς καὶ δι' ἐκείνας, νέας καὶ μὴ εἰσέτι γνωστάς, ἐφ' ὅσον ἤθελε διαπιστωθῇ ὅτι αἱ νόσοι αὗται ἀποτελοῦν σοβαρὸν ἐπιδημιολογικὸν πρόβλημα διὰ τὴν παραμεθόριον ζώνην τῶν τριῶν Χωρῶν.

5. Εἰς περίπτωσιν ἐπειγούσης ἀνάγκης καὶ κατόπιν ἁρμοδίως διατυπουμένης αἰτήσεως τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς τὸ ἄλλο ἢ τὰ ἄλλα Μέρη εἰδικευμένον προσωπικὸν τῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν δύναται νὰ διέλθῃ ἐκ τοῦ ἐδάφους τῆς μιᾶς τῶν τριῶν χωρῶν, εἰς τὸ ἔδαφος τῆς μιᾶς ἢ τῶν ἄλλων ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς ταχείας ἀνταλλαγῆς πληροφοριῶν καὶ τοῦ ἀμέσου καὶ ἀποτελεσματικοῦ συντονισμοῦ τῶν ληπτέων μέτρων.

Μέρος Τέταρτον εἰδικόν.

ΠΑΝΩΛΗΣ

Ἄρθρον 6.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς προλήψεως καὶ τῆς καταπολεμήσεως τῆς πανώλους ἐὰν αὕτη ἤθελεν ἐκδηλωθῇ ἐκτὸς τῶν ἀντιστοίχων μέτρων τῶν μνημονευομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ ληφθοῦν καὶ τὰ κάτωθι μέτρα.

1. Ἐν περιπτώσει κινδύνου πανώλους δέον ὅπως εἰς τὴν πληττομένην περιοχὴν τῆς παραμεθορίου ζώνης, ἐξασφαλισθοῦν ἅπασαι αἱ δυνατότητες συνεχοῦς ἐλέγχου τῶν τρωκτικῶν καὶ τῶν ἐξωπαρασίτων των. Τὰ ἀποτελέσματα τοῦ ἐλέγχου τούτου θὰ ἀνακοινοῦνται ἀλληλοαμοιβαίως εἰς τὰς κεντρικὰς Ὑγειονομικὰς Ὑπηρεσίας Ἀθηνῶν, Σόφιας καὶ Βελιγραδίου.

2. Ἄτομα τὰ ὁποῖα προέρχονται ἐκ περιοχῆς τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, μεμολυσμένης ὑπὸ πανώλους ἢ ἐκ περιοχῆς ὑπόπτου μολύνσεως, ὑποχρεοῦνται νὰ ἀποδείξουν ὅτι ἔχουν παρέλθει ἓξ τοὐλάχιστον ἡμέραι ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἐκθέσεώς των εἰς τὴν μόλυνσιν. Ἐφ' ὅσον εὑρίσκωνται ἐν ἀδυναμίᾳ ν' ἀποδείξουν τοῦτο, τὰ ἄτομα ταῦτα ἀπομονοῦνται ἐπὶ 6ήμερον, τῆς ἀρχῆς ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀφίξεώς των εἰς τὴν παραμεθόριον ζώνην τῆς μιᾶς ἢ τῶν δύο ἄλλων χωρῶν.

3. Ὅταν συρμὸς ἢ οἱονδήποτε ἄλλο μεταφορικὸν μέσον ξηρᾶς, ἀφικνῆται ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς παραμεθόριον σταθμὸν ἢ στάσιν τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν, μεταφέρον ἓν ἢ περισσότερα ἄτομα προσβεβλημένα ὑπὸ πανώλους ἢ ὕποπτα πανωλικῆς μολύνσεως, τὸ μεταφορικὸν τοῦτο μέσον θὰ ὑποβληθῇ εἰς ἐντομοκτονίαν καὶ ἀπολύμανσιν.

4. Θὰ λαμβάνωνται ἅπαντα τὰ ἀπαραίτητα ὑγειονομικὰ μέτρα καὶ θὰ ἐφαρμόζηται ἀπομόνωσις καὶ θὰ παρέχηται νοσοκομειακὴ περίθαλψις εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οἵτινες ἀφικνοῦνται ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν καὶ οἵτινες εἶναι προσβεβλημένοι ὑπὸ πανώλους, ἢ εἶναι ὕποπτοι πανωλικῆς μολύνσεως ἢ ἔχουν ἐκτεθῇ εἰς τὴν νόσον ταύτην, εἰς χρόνον μικρότερον τῶν 6 ἡμερῶν, συμφώνως πρὸς τὰς πληροφορίας τῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν.

Πάντα ταῦτα θὰ γνωστοποιῶνται διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ εἰς τὰς Κεντρικὰς Ὑγειονομικὰς Ὑπηρεσίας τῶν ἑτέρων Συμβαλλομένων Μερῶν.

ΧΟΛΕΡΑ

Ἄρθρον 7.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς προλήψεως καὶ τῆς καταπολεμήσεως τῆς χολέρας, ἐὰν αὕτη ἤθελεν ἐκδηλωθῇ, ἐκτὸς τῶν ἀντιστοίχων μέτρων τῶν μνημονευομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ ληφθοῦν καὶ τὰ κάτωθι μέτρα.

1. Ἄτομα τὰ ὁποῖα προέρχονται ἐκ περιοχῆς τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, μεμολυσμένης ὑπὸ χολέρας ἢ ἐκ περιοχῆς ὑπόπτου μολύνσεως ἐκ τῆς νόσου ταύτης, ὑποχρεοῦνται νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐκ τοῦ ὁποίου νὰ προκύπτῃ ὅτι ἔχουν ὑποστῇ τὸν ἀντιχολερικὸν ἐμβολιασμὸν εἰς χρόνον οὐχὶ μεγαλύτερον τῶν ἓξ μηνῶν ἐκτὸς ἐὰν δύνανται ν' ἀποδείξουν ὅτι ἔχουν παρέλθει ἄνω τῶν 5 ἡμερῶν ἀφ' ἧς ἐξετέθησαν εἰς τὴν μόλυνσιν. Ἐὰν τὰ ἄτομα αὐτὰ δὲν εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ τοῦ ἐν λόγῳ πιστοποιητικοῦ ἢ ἐὰν δὲν δύνανται ν' ἀποδείξουν ὅτι παρῆλθον 5 τοὐλάχιστον ἡμέραι ἀπὸ τῆς ἐκθέσεώς των εἰς τὴν μόλυνσιν, θὰ ἀπομονοῦνται ἐπὶ 5 ἡμέρας, τῆς ἀρχῆς ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀφίξεως εἰς τὴν παραμεθόριον περιοχὴν τῆς ἄλλης ἢ τῶν δύο ἄλλων χωρῶν.

2. Όταν συρμὸς ἢ οἱονδήποτε ἄλλο μεταφορικὸν μέσον ξηρᾶς, ἀφικνῆται ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς παραμεθόριον σταθμὸν ἢ στάσιν τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν μεταφέρον ἓν ἢ περισσότερα ἄτομα προσβεβλημένα ὑπὸ χολέρας ἢ ὕποπτα χολερικῆς μολύνσεως, τὸ μεταφορικὸν τοῦτο μέσον θὰ ὑποβληθῇ εἰς ἀπολύμανσιν καὶ θὰ καταστρέφωνται τὰ μεταφερόμενα τρόφιμα ἐὰν κρίνεται ὅτι εἶναι μεμολυσμένα.

3. Θὰ λαμβάνωνται ἅπαντα τὰ ἀπαραίτητα ὑγειονομικὰ μέτρα καὶ θὰ ἐφαρμόζεται ἀπομόνωσις καὶ θὰ παρέχεται νοσοκομειακὴ περίθαλψις εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οἵτινες ἀφικνοῦνται ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν, εἶναι δὲ προσβεβλημένοι ἐκ χολέρας ἢ εἶναι ὕποπτοι χολερικῆς μολύνσεως ἢ ἔχουν ἐκτεθῇ εἰς τὴν νόσον ταύτην εἰς χρόνον μικρότερον τῶν 5 ἡμερῶν, συμφώνως πρὸς τὰς πληροφορίας τῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν.

4. Ἐπὶ τῶν ἀτόμων τῶν διερχομένων ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἄλλου ἢ τῶν ἄλλων Μερῶν καὶ τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται ἐν ἐπωάσει χολέρας ἢ εἶναι ὕποπτα χολερικῆς μολύνσεως, λαμβάνεται δεῖγμα κοπράνων διὰ βακτηριολογικὴν ἐξέτασιν.

Πᾶσαι αἱ πληροφορίαι αὗται θὰ γνωστοποιοῦνται διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ εἰς τὰς Κεντρικὰς Ὑγειονομικὰς Ὑπηρεσίας τῶν ἑτέρων Συμβαλλομένων Μερῶν.

ΕΥΛΟΓΙΑ

Ἄρθρον 8.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς προλήψεως καὶ τῆς καταπολεμήσεως τῆς εὐλογίας, ἐὰν αὕτη ἤθελεν ἐκδηλωθῇ ἐκτὸς τῶν ἀντιστοίχων μέτρων τῶν μνημονευομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ λαμβάνωνται καὶ τὰ κάτωθι μέτρα:

1. Ἄτομα τὰ ὁποῖα προέρχονται ἐκ περιοχῆς τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν μεμολυσμένης ὑπὸ εὐλογίας ἢ ἐκ περιοχῆς ὑπόπτου μολύνσεως ἐκ τῆς νόσου ταύτης, ὑποχρεοῦνται νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐκ τοῦ ὁποίου νὰ προκύπτῃ ὅτι ἔχουν ὑποστῇ ἐπιτυχῶς τὸν δαμαλισμὸν ἢ ἀναδαμαλισμὸν εἰς χρόνον οὐχὶ μεγαλύτερον τῶν 3 ἐτῶν ἐκτὸς ἂν δύνανται νὰ ἀποδείξουν ὅτι ἔχουν παρέλθει ἄνω τῶν 14 ἡμερῶν ἀφ' ἧς ἐξετέθησαν εἰς τὴν μόλυνσιν.

Ἐὰν τὰ ἄτομα αὐτὰ δὲν εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ τοῦ ἐν λόγῳ πιστοποιητικοῦ ἢ ἐὰν δὲν δύνανται ν' ἀποδείξουν ὅτι παρῆλθον 14 τοὐλάχιστον ἡμέραι ἀπὸ τῆς ἐκθέσεώς των εἰς τὴν μόλυνσιν, θὰ ἀπομονοῦνται ἐπὶ 14 ἡμέρας, τῆς ἀρχῆς ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀφίξεως εἰς τὴν παραμεθόριον περιοχὴν τῆς ἄλλης ἢ τῶν δύο ἄλλων χωρῶν.

2. Ὅταν συρμὸς ἢ οἱονδήποτε ἄλλο μεταφορικὸν μέσον ξηρᾶς ἀφικνῆται ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς παραμεθόριον σταθμὸν ἢ στάσιν τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν, μεταφέρον ἓν ἢ περισ-σότερα ἄτομα προσβεβλημένα ὑπὸ εὐλογίας ἢ ὕποπτα μο-λύνσεως ἐκ τῆς νόσου ταύτης, τὸ μεταφέρον τοῦτο μέσον θὰ ὑποβληθῇ εἰς ἀπολύμανσιν.

3. Θὰ λαμβάνωνται ἅπαντα τὰ ἀπαραίτητα ὑγειονομικὰ μέτρα καὶ θὰ ἐφαρμόζηται ἀπομόνωσις καὶ θὰ παρέχηται νοσοκομειακὴ περίθαλψις εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν οἵτινες ἀφικνοῦνται ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν καὶ εἶναι προσβεβλημένοι ἐξ εὐλογίας ἢ εἶναι ὕποπτοι μολύνσεως ἢ ἔχουν ἐκτεθῇ εἰς τὴν νόσον ταύτην εἰς χρόνον μικρότερον τῶν 14 ἡμερῶν, συμφώνως πρὸς τὰς πληροφορίας τῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν.

Πάντα ταῦτα θὰ γνωστοποιοῦνται διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ εἰς τὰς Κεντρικὰς Ὑγειονομικὰς Ὑπηρεσίας τῶν ἑτέρων Συμβαλλομένων Μερῶν.

ΚΙΤΡΙΝΟΣ ΠΥΡΕΤΟΣ

Ἄρθρον 9.

1. Ἄτομα τὰ ὁποῖα προέρχονται ἐκ περιοχῆς τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν μεμολυσμένης ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ ἢ ἐκ περιοχῆς ὑπόπτου μολύνσεως ἐκ τῆς νόσου ταύτης, ὑποχρεοῦνται νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐκ τοῦ ὁποίου νὰ προκύπτῃ ὅτι ἔχουν ὑποστῇ τὸν ἐμβολιασμὸν κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ εἰς χρόνον οὐχὶ μεγαλύτερον τῶν 6 ἐτῶν, ἐκτὸς ἐὰν δύνανται νὰ ἀποδείξουν ὅτι ἔχουν παρέλθει τοὐλάχιστον 6 ἡμέραι ἀφ' ἧς ἐξετέθησαν εἰς τὴν μόλυνσιν.

Ἐὰν τὰ ἄτομα αὐτὰ δὲν εἶναι ἐφωδιασμένα διὰ τοῦ ἐν λόγῳ πιστοποιητικοῦ ἢ ἐὰν δὲν δύνανται νὰ ἀποδείξουν ὅτι παρῆλθον 6 τουλάχιστον ἡμέραι ἀπὸ τῆς ἐκθέσεώς των εἰς τὴν μόλυνσιν, θὰ ἀπομονοῦνται ἐπὶ 6 ἡμέρας, τῆς ἀρχῆς ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀφίξεως εἰς τὰ σύνορα τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν.

2. Ὅταν συρμὸς ἢ οἱονδήποτε ἄλλο μεταφορικὸν μέσον ξηρᾶς, ἀφικνῆται ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς παραμεθόριον σταθμὸν ἢ στάσιν τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν μεταφέρον ἓν ἢ περισσότερα ἄτομα προσβεβλημένα ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ ἢ ὕποπτα μολύνσεως ἐκ τῆς νόσου ταύτης ἢ μεταφέρον Aedes Aegypti, τὸ μεταφορικὸν μέσον θὰ ὑποστῇ ἐντομοκτονίαν.

3. Θὰ λαμβάνωνται ἅπαντα τὰ ὑγειονομικὰ μέτρα καὶ θὰ ἐφαρμόζηται ἀπομόνωσις καὶ θὰ παρέχηται νοσοκομειακὴ περίθαλψις εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οἵτινες ἀφικνοῦνται ἐκ τοῦ ἐδάφους τούτου εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ἄλλης ἢ τῶν ἄλλων χωρῶν εἶναι δὲ προσβεβλημένοι ἐκ κιτρίνου πυρετοῦ ἢ ὕποπτοι μολύνσεως ἢ ἔχουν ἐκτεθεῖ εἰς τὴν νόσον ταύτην εἰς χρόνον μικρότερον τῶν 6 ἡμερῶν, συμφώνως πρὸς τὰς πληροφορίας τῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν.

Πᾶσαι αἱ πληροφορίαι αὗται θὰ γνωστοποιοῦνται διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ εἰς τὰς κεντρικὰς Ὑγειονομικὰς Ὑπηρεσίας τῶν ἑτέρων συμβαλλομένων χωρῶν.

ΕΛΟΝΟΣΙΑ

Ἄρθρον 10.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς προλήψεως καὶ τῆς καταπολεμήσεως τῆς ἑλονοσίας εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ λαμβάνωνται τὰ κάτωθι μέτρα:

1. Ἡ ἀνίχνευσις, ἡ ἐπιβεβαίωσις, ὡς καὶ ἡ χημειοπροφυλαξία καὶ χημειοθεραπευτικὴ τῶν βεβαίων καὶ τῶν ὑπόπτων κρουσμάτων ἑλονοσίας θὰ ἐνεργῆται εἴτε ὑπὸ τῶν Ἰατρείων, εἴτε ὑπὸ τοῦ εἰδικευμένου ἐπιστημονικοῦ καὶ τεχνικοῦ προσωπικοῦ τῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν ἑκάστου τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, εἴτε δι' ἀμφοτέρων τῶν μεθόδων.

2. Εἰς τὰ ὕποπτα κρούσματα ἑλονοσίας θὰ χορηγοῦνται κατὰ τὸ δυνατόν, δύο εἴδη ἀνθελονοσιακῶν φαρμάκων, ἐξ ὧν τὸ ἕν θὰ ἀποκοπῇ εἰς τὴν καταστολὴν τῶν κλινικῶν σημείων καὶ τὸ ἕτερον εἰς τὴν ἐκφύλισιν τῶν γαμετοκυττάρων.

3. Μετὰ τὴν τυχὸν ἐπιβεβαίωσιν, ἡ συστηματικὴ ἀνθελονοσιακὴ θεραπεία θὰ ἐνεργῆται ὡσαύτως διὰ δύο εἴδη φαρμάκων, ἀποσκοπούντων εἰς τὴν κλινικὴν καὶ κατὰ τὸ δυνατόν, ριζικὴν ἴασιν τῆς μολύνσεως.

4. Ὁσάκις τοῦτο εἶναι ἐφικτόν, ἰδιαίτατα δὲ κατὰ τὴν ἐπιδημικὴν περίοδον, οἱ διανύοντες τὴν ὀξεῖαν φάσιν τῆς ἑλονοσίας θὰ εἰσάγωνται εἰς Νοσηλευτικὰ Ἱδρύματα.

5. Κατὰ τὴν πρώϊμον προεπιδημικὴν περίοδον, τὰ βέβαια περιστατικὰ ἑλονοσίας τὰ χρονολογούμενα ἀπὸ τριετίας καὶ ἐντεῦθεν θὰ ὑποβάλωνται εἰς θεραπείαν κατὰ τῶν ὑποτροπῶν τῇ χρήσει φαρμάκου δυναμένου νὰ δράσῃ πὶ τοῦ ἐξωερυθροκυτταρικοῦ κύκλου τῶν πλασμωδίων.

6. Κατὰ τὴν ἐπιδημικὴν περίοδον, ἅπαντες οἱ ἀσθενεῖς οἱ ἀκολουθοῦντες θεραπείαν κατὰ τῶν ὑποτροπῶν θὰ παρακολουθοῦνται ἀνὰ δίμηνον ὑπὸ τῶν εἰδικῶν ἐργαστηρίων.

7. Εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἡ ἐξέτασις τοῦ αἵματος δύναται νὰ ἐπεκταθῇ ἐφ' ὁλοκλήρου τοῦ κάτω τῶν 15 ἐτῶν πληθυσμοῦ ἐὰν ὑφίστανται αἱ πρὸς τοῦτο ἐπιδημιολογικαὶ ἐνδείξεις.

8. Εἰς πάντα οἰκισμὸν ἔχοντα κατὰ μέγιστον ὅριον πληθυσμὸν 1.000 ἕως 2.000 κατοίκων, ἀναλόγως τῶν γεωγραφικῶν συνθηκῶν, ὅστις ἐμφανίζει ἐν ἢ περισσό-

τερα βέβαια κρούσματα έλονολονοσίας καὶ εἰς τὸν ὁποῖον οἱ ἀνωφελεῖς φορεῖς παρουσιάζουν ἐπικίνδυνον πυκνότητα θὰ ἐνεργῆται πάραυτα ψεκασμὸς δράσεως διαρκείας τοῦ ἐσωτερικοῦ ὅλων τῶν οἰκημάτων. Ὁ ψεκασμὸς οὗτος θὰ ἐφαρμόζηται εἰς ἠλαττωμένην κλίμακα (περιφερειακὸς ἢ μερικὸς) ἐὰν ὁ πληθυσμὸς τοῦ οἰκισμοῦ ὑπερβαίνῃ τὸ καθορισθὲν ὅριον. Ὁ ψεκασμὸς τῶν οἰκημάτων θὰ ἐπαναλαμβάνηται ἐὰν οἱ βιολογικοὶ ὅροι οἱ διέποντες τοὺς φορεῖς (ἀντίστασις) ἀπαιτοῦν τοῦτο. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἐνδείκνυται ἡ ἐναλλαγὴ τῶν ἐντομοκτόνων.

9. Εἰς τὰ σημαντικὰ ἑλονοσόπληκτα ἀστικὰ κέντρα ἡ καταπολέμησις τῶν ἐντόμων φορέων δύναται νὰ ἐνεργῆται εἰς τὸ ὑδρόβιον στάδιον (ἀντιπρονυμφικὴ ἀγωγή).

10. Εἰς ὡρισμένας περιοχὰς αἱ συνθῆκαι δυνατὸν νὰ εἶναι τοιαῦται ὥστε ἡ ἀντιπρονυμφικὴ ἀγωγὴ νὰ δύναται νὰ ἐνεργῆται δι' ἀεροπλάνων.

11. Ἡ ἀνάπτυξις τοῦ ἐμπλουτισμοῦ τῶν ἀνωφελικῶν ἑστιῶν δι' ἰχθυδίων Gambusia θὰ ἐνεργῆται ὁσάκις αἱ τοπικαὶ συνθῆκαι ἐπιτρέπουν τοῦτο.

12. Ἡ μόνιμος κατάργησις τῶν ἀνωφελικῶν ἑστιῶν δι' ἐξυγιαντικῶν καὶ ἀποστραγγιστικῶν ἔργων, διὰ τῆς ρυθμίσεως τῆς ροῆς τῶν ἐπιφανειακῶν ὑδάτων καὶ τῆς ἀρδεύσεως καὶ διὰ τοῦ ἐλέγχου τῶν ὑδραυλικῶν κατασκευῶν δέον ὅπως ἐκτελῆται εἰς τὰς παραμεθορίους ζώνας τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν ἄλλων ἁρμοδίων Ὑπηρεσιῶν.

Μέρος Πέμπτον

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 11.

Τὰ τεχνικὰ ζητήματα τὰ σχετικὰ μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν παραγράφων 3 καὶ 5 τοῦ ἄθρορου 5 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς καὶ πάντα τὰ ἀφορῶντα ἢ τὰ ἀπορρέοντα ἐκ τῆς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως τῆς 11 Δεκεμβρίου 1955 μεταξὺ τῆς Βουλγαρίας καὶ τῆς Γιουγκοσλαβίας ὡς καὶ ἐκ τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς 3 Δεκεμβρίου 1954 μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γιουγκοσλαβίας θὰ ρυθμισθοῦν δι' ἀνταλλαγῆς διακοινώσεων διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἄρθρον 12.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ὑπόκειται εἰς τὴν κύρωσιν τῶν Κυβερνήσεων τῶν τριῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικὰς διατάξεις τῶν ἐν λόγῳ χωρῶν καὶ θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἡμέραν τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν κεκυρωμένων κειμένων ἥτις γενήσεται εἰς Βελιγράδιον. Ἡ Σύμβασις ἰσχύει διὰ περίοδον 5 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς κυρώσεως αὐτῆς, ἡ δὲ ἰσχὺς ταύτης θέλει παρατείνηται αὐτομάτως ἐπὶ ἓν ἔτος ἅμα τῇ ἐκπνοῇ τῆς ὡς ἄνω προθεσμίας ἐὰν δὲν καταγγελθῇ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ὑφ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν 6 τοὐλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς της.

Ἄρθρον 13.

Ἡ Σύμβασις συνετάγη εἰς τρία αὐθεντικὰ κείμενα, ἅπαντα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

ΚΑΤΑ ΤΑΥΤΑ οἱ ὑπογράφοντες, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπογράφουν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων αὐτῶν Κυβερνήσεων.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ τριακοστῇ Μαρτίου τοῦ ἔτους χίλια ἐννεακόσια πεντήκοντα ἓξ, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν. Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

Ἰατρὸς ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ Π. ΑΛΙΒΙΖΑΤΟΣ
Τέως Ὑπουργός, Καθηγητὴς τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρ.

Ἰατρὸς LUBEN STOYANCV
Βοηθὸς Ὑπουργὸς τῆς Ὑγιεινῆς καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπόνδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας

Ἰατρὸς DIMITRIJE KALIC
Σύμβουλος τοῦ Ὁμοσπόνδου Ἱδρύματος Ὑγείας τῆς Γιουγκοσλαβίας

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1957 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	400
2.	» » » Β'	»	250
3.	» » » Γ'	»	200
4.	» » Παράρτημα	»	200
5.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	500
6.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	300
7.	» » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
8.	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δραχ.	20.—
2.	» » » Β'	»	12,50
3.	» » » Γ'	»	10.—
4.	» » Παράρτημα	»	10.—
5.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	25.—
6.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	15.—
7.	» » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
8.	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	100.—

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	500
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10.	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
11.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1.	Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3.	Τῶν ἀνακοινωσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4.	Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	500
5.	Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2.	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ